JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :

MÉTROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : 2.200 fr. ; ÉTRANGER : 4.000 fr.

(Compte chèque postal : 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
31, QUAI VOLTAIRE, PARIS-7^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 20 FRANCS

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

SESSION ORDINAIRE DE 1959

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 18^e SEANCE

Séance du Jeudi 4 Juin 1959.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal (p. 771).
MM. David, le président.
Adoption.
2. — Renvoi pour avis (p. 772).
3. — Politique gouvernementale à l'égard des problèmes algériens. —
Déclaration de M. le Premier ministre (p. 772).
M. Debré, Premier ministre.
4. — Motion d'ordre (p. 777).
5. — Dépôt de projets de loi (p. 777).
6. — Dépôt d'une proposition de résolution (p. 777).
7. — Dépôt de rapports (p. 777).
8. — Dépôt d'un avis (p. 778).
9. — Ordre du jour (p. 778).

* (11.)

PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la deuxième séance d'hier a été affiché et distribué.

Il n'y a pas d'observation?...

M. Jean-Paul David. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul David, sur le procès-verbal.

M. Jean-Paul David. Monsieur le président, l'Assemblée a voté hier son règlement. Personnellement, je l'ai voté. Aussi je voudrais que le président de l'Assemblée nationale et le bureau nous permettent d'exercer le minimum de nos droits. En particulier — c'est la deuxième fois que cela se produit —

qu'on ne nous interdise pas d'entrer et de sortir par la porte qui nous est habituelle car je ne vois pas pourquoi le service de la télévision se permet d'obstruer ce passage. (*Protestations sur de nombreux bancs à gauche et au centre. — Applaudissements sur certains bancs au centre.*)

M. le président. Je donne acte à M. Jean-Paul David de sa déclaration.

Il n'y a pas d'autre observation?...

Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

RENVOI POUR AVIS

M. le président. La commission de la défense nationale et des forces armées demande à donner son avis sur la proposition de résolution de M. Halbout, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir un service national civil en Algérie (n° 100).

Conformément à l'article 13, paragraphe II, des règles provisoires de fonctionnement, je consulte l'Assemblée sur cette demande de renvoi pour avis.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le renvoi pour avis est ordonné.

— 3 —

POLITIQUE GOUVERNEMENTALE A L'EGARD DES PROBLEMES ALGERIENS

Déclaration de M. le Premier ministre.

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration de M. le Premier ministre sur la politique gouvernementale à l'égard des problèmes algériens.

La parole est à M. le Premier ministre. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur de nombreux bancs à droite.*)

M. Michel Debré, Premier ministre. Mesdames et messieurs les députés, quand on monte à la tribune pour parler de l'Algérie — et ma remarque vaut aussi bien pour moi que pour les orateurs qui interviendront la semaine prochaine — certaines réflexions doivent venir à l'esprit et ne plus le quitter.

N'oublions pas d'abord que l'Algérie est pour d'autres un champ de bataille. Gardons, comme chaque jour, notre pensée tournée vers les soldats d'origine métropolitaine ou nés, européens ou musulmans, sur la terre algérienne, qui doivent faire face à un combat poursuivi, certes, par une rébellion armée et dirigée de l'étranger, mais qui n'aurait pas pu naître si, au cours des trente ou quarante dernières années, d'autres politiques avaient été suivies. (*Vifs applaudissements de l'extrême gauche à la droite.*) Pensons à leurs difficultés. Pensons aux sacrifices consentis par beaucoup et sachons que notre premier devoir est d'éviter à la France et à l'Algérie de demain de connaître les mêmes difficultés, c'est-à-dire, pour nous, de mieux faire face à nos responsabilités.

N'oublions pas, d'autre part, que si l'Algérie est un sujet de discussion, un thème à discours, un sujet pour journalistes, c'est pour beaucoup d'autres une terre douloureuse et souffrante. La rébellion dispose comme arme principale d'un terrorisme que l'on dit aveugle mais qui ne l'est pas. Tuer des femmes, tuer des enfants, attaquer aux fermes isolées, s'emparer de familles entières, tendre des embuscades à des jeunes gens, voilà l'affreux bilan d'une rébellion dont le terrorisme, encore une fois, est moins aveugle que criminel et infâme. (*Applaudissements de gauche à droite.*)

N'oublions pas, enfin, qu'en Algérie se joue le destin de la nation tout entière. Pour cette nation, l'Algérie à la fin de

l'année 1954 a été une échéance. Les difficultés de l'Etat et de la nation tout entière, les impuissances politiques où pendant des années se sont perdues les meilleures volontés, les abandons qui ont résulté pendant quelque temps de ces difficultés et de ces impuissances ont permis à une rébellion locale de s'étendre et de dorer. Ne renouvelons pas les querelles d'un proche passé, mais certains de ceux qui, à cette époque, assumaient la charge des affaires publiques pourraient parfois, avant de prendre la parole ou la plume, mesurer ce qu'ils ont dit alors et ce qu'ils ont fait, ce qu'ils n'ont pas dit et ce qu'ils n'ont pas fait. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre, au centre droit et sur plusieurs bancs à droite et à l'extrême gauche.*)

Les événements, depuis la fin de l'année 1954, ont été ce que vous savez.

La France a fait appel à son armée. La jeunesse française tout entière est allée combattre. L'armée et la jeunesse ont pris conscience de ce qui se joue là-bas : plus que le sort des hommes qui y vivent, plus que le sort des hommes qui y combattent, notre honneur, notre sécurité, notre avenir.

Nous sommes en 1959. Je vais établir devant vous d'abord le bilan de l'action depuis un an, c'est-à-dire depuis que les réactions de l'armée, de l'Algérie, de la France ont provoqué les changements que vous savez. Je préciserai ensuite, une fois de plus, les objectifs et les intentions du Gouvernement. Dans mes propos, dans ceux des orateurs qui parleront la semaine prochaine, je pèserai et je demande à tous de peser l'effort militaire et les sacrifices des uns, les drames individuels que le terrorisme fait supporter aux autres, enfin, ce que l'Algérie représente pour le destin de la nation.

S'il est, mesdames, messieurs, des sujets qu'il faut aborder à la fois avec le sens de l'histoire et le sens de l'homme, c'est bien celui-là. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

Les événements du mois de mai 1958 constituent, comme il est normal, le point de départ de ce bilan. C'est normal puisque de mai et de juin 1958 part la V^e République mais ce l'est aussi pour une autre raison.

Le mois de mai 1958 à Alger comporte, en effet, deux leçons.

La première, c'est le refus de tout ce qui pourrait représenter une solution d'abandon. A la veille du mois de mai, malgré le Parlement, malgré le Gouvernement, malgré l'armée, malgré la nation, régnait le sentiment que l'étranger — et, dans cet étranger, j'inclus nos propres alliés — s'appropriait indirectement à nous imposer progressivement sa loi. En rejetant l'intervention étrangère, la France tout entière a refusé non seulement de s'incliner devant la rébellion, elle s'est opposée au delà à toute solution qui comporterait un abandon national. La France, en d'autres termes, a refusé de mettre son action politique et diplomatique en contradiction avec son action militaire. (*Applaudissements à gauche, au centre, au centre droit et à droite.*)

La deuxième leçon — aussi importante et aussi essentielle que la première — c'est qu'une ère nouvelle doit s'ouvrir pour l'Algérie. Comme pour le redressement politique de notre patrie, cette ère nouvelle s'est concrétisée d'abord sur le nom du général de Gaulle et par l'appel à son arbitrage. Mais derrière cet appel, il y a une réalité qu'on appelle sentimentalement la fraternisation, ou encore l'octroi du droit de citoyenneté à part entière et qui, juridiquement, politiquement, est l'égalité des droits politiques, la promotion économique et sociale. Telle est la seconde et non moins importante leçon des événements de mai et juin 1958.

L'action de la France depuis un an est, l'application constante de ces deux leçons : d'abord le refus de tout abandon et l'affirmation de notre souveraineté, ensuite l'affirmation, au même titre et avec la même force, des droits et de la promotion des communsautés algériennes, l'affirmation des droits de

base, l'affirmation des chances de vie de tout Algérien, à quelque communauté qu'il appartienne.

C'est autour de ces deux idées, expression des deux leçons de mai et de juin 1958, que je vais dresser le bilan de cette année.

En poursuivant, en accentuant la pacification, en l'accompagnant par un effort diplomatique et politique, nous avons marqué, nous ne cessons de marquer notre volonté politique. Comment ne pas commencer par cette tâche immense qu'est la pacification et comment ne pas commencer par l'hommage qui est dû à l'armée? L'armée combat, l'armée préserve l'ordre, l'armée assure la liberté, l'armée éduque, l'armée construit, l'armée administre.

La tâche commencée selon les instructions des gouvernements précédents a été sans cesse développée. Quelques faits, quelques certitudes se sont ajoutés.

En premier lieu, l'étanchéité accrue des barrages à l'Est et à l'Ouest et la priorité donnée à leur constante surveillance. Ensuite, l'extension de l'implantation militaire réalisée par le maintien des effectifs, le service de vingt-huit mois, l'organisation d'un appel territorial et l'appel accru à l'incorporation des Algériens, européens et musulmans. Cette pacification s'est également marquée par une mobilité accrue des troupes de secteur, par l'augmentation constante, mensuellement réalisée, du nombre des groupes d'autodéfense pour les villages libérés de la terreur, l'augmentation du nombre des regroupements qui brisent la logistique de la rébellion, enfin — dernier élément et non le moindre — par la naissance d'opérations de pacification de très grande envergure qui sont et qui seront systématiquement poursuivies.

En pareille matière, il n'est pas possible d'en dire davantage. Vous savez tous cependant que les pertes des rebelles ont été très élevées, que leur potentiel matériel et moral a été sérieusement et profondément atteint, que leurs possibilités d'action sont à ce point diminuées que beaucoup d'entre eux se réfugient dans les exactions individuelles et le terrorisme.

Ce tableau d'une pacification continue, augmentée et accrue, serait incomplet si nous n'y ajoutions pas trois éléments essentiels: l'aspect constructif de la pacification militaire, la lutte contre le terrorisme en métropole et la lutte contre l'aide extérieure au terrorisme.

L'aspect constructif de la pacification militaire est un élément essentiel et les membres de votre commission de la défense nationale ont pu constater — la note de votre collègue M. Palewski en fait état — l'importance du rôle que jouent les officiers et l'armée tout entière dans la mise en place d'une nouvelle organisation administrative. Qu'il s'agisse de ce qu'on appelle les S. A. S. ou qu'il s'agisse de l'organisation civile des zones sur lesquelles, de nouveau, s'étend le contrôle de la République, la pacification militaire est doublée d'une pacification constructive et civile qui fait à la fois l'honneur de l'armée et l'une des chances de l'Algérie de demain. *(Applaudissements à gauche, au centre, au centre droit, à droite et sur certains bancs à l'extrême droite.)*

A cet aspect civil de la pacification, complément de la pacification militaire, s'ajoute la lutte contre le terrorisme en métropole.

Il y a quelques mois, les dirigeants de l'organisation rebelle réfugiés à l'étranger avaient promis, vous vous en souvenez peut-être, de porter la guerre en France même. Les règlements de comptes ont été nombreux au cours de l'été dernier. Des attentats spectaculaires ont été menés contre les personnes — je pense à l'attentat contre M. Soustelle — et contre les biens — je pense à l'attentat contre les installations de Moureplane. Grâce à l'action de la police, ces attentats ont dû cesser. Des efforts seront et doivent être faits d'une manière permanente, mais je dois ici, après l'hommage rendu à l'armée, rendre également hommage à la police. Elle a par-

fois du mérite à accomplir sa tâche puisque, dans les semaines passées, dès qu'un commissariat de police était attaqué, et alors même que les radios étrangères annonçaient que la rébellion se flattait d'en prendre la responsabilité, il était des journaux qui accusaient la police d'attentats sur la vie de ses propres hommes. *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Le terrorisme, comme il se doit, a surtout porté sur les citoyens les plus exposés, c'est-à-dire sur les citoyens français musulmans d'Algérie. Depuis quelques semaines, ces attentats ont tendance à augmenter, parce que l'appel à la sécurité de la France a marqué et marqué de manière grandissante les travailleurs musulmans de la métropole. Au cours des derniers six mois, nous avons vu revenir — nous, en effet, accablés par les menaces qu'on fait peser sur eux, des milliers d'ouvriers musulmans. Grâce à eux, des opérations ont été menées qui font qu'aujourd'hui l'organisation rebelle a subi et ne cesse de subir en métropole des défaites constantes et particulièrement importantes.

Le troisième aspect de la pacification, complémentaire de la pacification militaire, c'est la lutte contre l'aide extérieure au terrorisme. Cette aide extérieure se marque par la propagande, l'envoi d'argent et l'envoi d'armes.

Au cours de l'été dernier, le général de Gaulle, alors chef du gouvernement, a pris une position que l'actuel gouvernement, comme il se doit, a maintenue. Avec les États qui prétendraient désormais reconnaître l'organisation rebelle comme une organisation politique et gouvernementale, la France, sur l'heure, romprait les relations. *(Applaudissements à gauche, au centre, à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit, à droite et sur certains bancs à l'extrême droite.)*

Il y a autre chose que la reconnaissance; il y a l'appui indirect, financier notamment. J'en dirai un mot tout à l'heure en évoquant les tâches d'aujourd'hui et de demain car il s'agit, en effet, d'une tâche de chaque jour. Sachez seulement, mesdames et messieurs les députés, que toute note diplomatique fait de l'Algérie l'exigence numéro un de son action.

Quant au trafic d'armes, le combat est de chaque jour, de chaque nuit et il ne sera jamais ralenti.

Pacification militaire et pacification civile, lutte contre le terrorisme intérieur, lutte contre l'aide extérieure au terrorisme, je résumerai d'un mot les exigences de cette action poursuivie depuis un an en vous disant que le Premier ministre n'a pas de préoccupation plus impérieuse. Souvent, il souhaiterait que les journées fussent plus longues pour pouvoir faire davantage en faveur de tous ceux pour qui le refus de l'abandon n'est pas un mot, mais un acte et un combat de chaque jour.

L'égalité des droits, l'Algérie faite de citoyens à part entière, la promotion sociale, telle est la deuxième leçon du mois de mai 1958.

Un an écoulé permet d'établir un bilan extraordinaire, à la fois politique, économique et social, bilan qui, mieux que des communiqués militaires, permet de juger ce que représente et ce qu'apporte d'acquis l'année qui vient de s'écouler.

Tout d'abord, la vie politique renaît en Algérie. Ce furent, en septembre, le référendum; en novembre, les élections à l'Assemblée nationale; en avril et mai de cette année, les élections municipales; dimanche dernier, les élections au Sénat. Ces quatre appels au suffrage universel sont la preuve, d'abord que l'Algérie, terre de souveraineté française, est représentée au Parlement de la République. *(Applaudissements à gauche, au centre gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit, à droite et sur certains bancs à l'extrême droite.)*

Ils sont la preuve, ensuite, que l'Algérie démocratique vote dans des conditions dont nous pouvons dire qu'elles sont uniques dans le monde musulman. *(Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Pluralité de listes, électeurs venant voter librement, liberté de campagne électorale accrue de consultation en consultation: où en fait-on autant sur les terres musulmanes où ne flotte pas le drapeau français? (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ces élections sont également la preuve d'une Algérie, j'ose le dire, mieux équilibrée. Désormais, par les textes qui ont été pris et par l'application qui en a été faite, la communauté d'origine musulmane, qui est la plus importante, occupe la première place. Les députés et les sénateurs musulmans sont plus nombreux que les députés et les sénateurs issus de la communauté de statut commun. Les maires sont maintenant, en grande majorité, des maires musulmans et, pour la première fois, c'est un maire de la communauté musulmane qui préside aux destinées du Grand Alger. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Cet équilibre meilleur apporte, en même temps que la preuve de la démocratie, le fait que des citoyens de religion musulmanes accèdent en nombre grandissant aux responsabilités civiques à la fois d'ordre administratif dans les municipalités et d'ordre politique dans nos Assemblées.

A cette évolution politique s'ajoute un début d'évolution considérable du point de vue économique et social.

A cet égard, il est une grande date — il suffit de passer quelques jours en Algérie pour en prendre conscience — celle d'octobre 1958 où le général de Gaulle prononça le discours dit « de Constantine ». Il annonça alors, pour une période de cinq ans, le relèvement régulier des salaires, l'augmentation du nombre des citoyens musulmans dans la fonction publique, un programme de travaux publics, des installations d'usines, la poursuite de la réforme agricole et de l'équipement, enfin une scolarisation développée sur un rythme grandissant. Ce discours a abouti à des mesures précises que tous ceux qui suivent les affaires d'Algérie connaissent bien: fixation du prix de l'énergie dans des conditions qui encouragent l'industrialisation et d'abord, l'industrialisation de la côte; caisse d'équipement déjà riche de plus de cent milliards; facilités données aux industriels qui désirent s'installer en Algérie; action directe de l'Etat pour installer certaines usines, notamment celle autour de laquelle s'établira le premier complexe sidérurgique de l'Afrique du Nord; enfin, textes développant et prolongeant la réforme agraire décidée il y a deux ans et la continuant par une réforme foncière.

Ce dernier texte ainsi que l'effort déjà accru de scolarisation est à la charnière de l'effort économique et de l'effort social qui, lui-même, ne cesse de se développer: titularisation dans la fonction publique de nombreux agents contractuels musulmans; établissement de dispositions particulières pour ouvrir les concours aussi bien aux Européens algériens qu'aux musulmans algériens; développement de l'effort entrepris depuis trois ans en faveur de la formation professionnelle; création d'un Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans en métropole; enfin, dernière mesure mais non la moindre, ordonnance sur le statut futur de la femme musulmane, domaine difficile où la prudence est nécessaire mais où il est également indispensable d'agir. A cet égard, je demanderai à l'Assemblée tout entière de rendre hommage aux efforts constants, bien que pleins de modestie, de Mlle Sid Cara, première femme musulmane entrée dans un gouvernement de la République. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre, à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit, à droite et sur certains bancs à l'extrême droite.*)

Parlent de l'Algérie, la presse, mesdames et messieurs les députés, fait souvent allusion à des règlements de compte, à des discussions et aux agitations politiques, aux voyages que font certains dirigeants de la rébellion, de plus en plus d'ailleurs vers l'Est et vers la Chine. N'en doutez pas: la pacifica-

tion par l'armée de terre, par la marine, par l'armée de l'air, l'action de la police en métropole, mais eussent cet effort inouï d'investissement, ce retour constant à la liberté et cet accès aux responsabilités politiques, cet effort de promotion sociale, c'est cela et cela seul la vraie réalité algérienne depuis un an. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Ai-je besoin de dire que la politique du Gouvernement est de continuer?

Elle est, d'abord, de continuer l'effort militaire. Périodiquement, on se plaît à annoncer une baisse immédiate et considérable des effectifs. Votre commission de la défense nationale et, au premier chef, son président, M. François-Valentin, s'en sont préoccupés. C'est, je l'ajoute, le premier souci de M. le ministre des armées. Face aux critiques que lui adressent certains journaux dont c'est la spécialité, je lui apporte ce témoignage que son premier souci est de donner à l'Algérie le maximum d'effectifs. S'il est attaqué à dates régulières, c'est parce que c'est là, en effet, sa première préoccupation. (*Interruptions sur certains bancs à gauche. — Applaudissements à gauche, au centre et sur de nombreux bancs au centre droit et à droite.*)

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème en ce domaine. Il y a, en effet, deux problèmes.

En premier lieu, nous arrivons aux classes dites creuses et il faudra un effort particulier pour maintenir des effectifs nécessaires malgré la baisse démographique résultant d'une situation qui remonte à vingt ans.

Il est un autre problème que vous connaissez ou que vous devez connaître: nous devons obligatoirement prévoir les crédits nécessaires à l'armée de demain et, d'abord, à notre armement atomique.

Mais quelles que soient les difficultés concernant les effectifs de classes creuses, quelles que soient les exigences financières tenant à cette autre priorité qu'est la priorité atomique, pour les mois à venir et l'année qui vient, les dispositions réglementaires ont été déjà prises et des mesures financières seront arrêtées pour assurer la priorité absolue aux effectifs en Algérie.

Je n'ai pas besoin de dire que toutes les mesures relatives à notre marine, d'une part, à la police sur le territoire métropolitain, d'autre part, seront prévues et exécutées avec le même ardeur.

Avec la même ardeur sera poursuivie notre action diplomatique. Il faut, en effet, lutter, et lutter chaque jour, contre cette arme insidieuse qu'est la propagande. Pour nous, il ne s'agit pas de propagande, il s'agit de rétablir la vérité. C'est un effort de chaque instant et de tous ceux qui croient en l'effort entrepris! Nous aurons prochainement le concours d'un certain nombre de députés musulmans qui voudront bien aller à l'étranger porter le témoignage de la réalité algérienne. (*Applaudissements à gauche, au centre, au centre gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit, à droite et sur certains bancs à l'extrême droite.*)

Il faut lutter également contre l'aide financière et industrielle issue de pays étrangers.

C'est un drame, et un drame profond, que de trouver, à l'intérieur de l'Occident et même à l'intérieur de l'Europe, des entreprises financières ou industrielles, bourgeoisie, voire moralement bien cotées, qui n'hésitent pas à mettre leurs affaires au service des terroristes et à gagner de bons intérêts avec le sang des autres. (*Applaudissements à gauche, au centre, à l'extrême gauche, au centre gauche, sur certains bancs au centre, au centre droit, à droite, sur certains bancs à l'extrême droite.*)

Nous avons entrepris des recherches et nous établissons une liste noire. Nous prenons et nous prendrons des mesures

de solidarité qui coûteront cher à ceux qui ne comprennent pas la réconciliation fondamentale avec la France dans cette lutte pour la liberté. (*Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Il faut lutter également contre une aide politique que donnent encore des pays étrangers qui ne sont cependant pas nos adversaires. Pour les persuader de leur erreur, notre politique consiste, je ne dis pas en deux affirmations, mais en deux constatations. La première, c'est que la France est la seule à pouvoir apporter à l'Algérie la paix et la liberté. Toute faveur accordée à l'anti-France est un encouragement donné aux adversaires de la paix et de la liberté (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*) La deuxième constatation c'est que, si l'on veut donner un sens à l'union européenne, comme à la solidarité occidentale atlantique, il faut savoir que la première chose qui compte pour la France, c'est l'Algérie et que tout peut être remis en cause, si notre cause n'est pas celle de nos alliés. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Tout cela est très clair. Tout cela est évident. Tout cela est constant.

D'où vient alors qu'à chaque instant il semble qu'il y ait des doutes, que les intentions du Gouvernement soient contestées, que le Gouvernement soit mis en accusation et qu'il lui soit reproché je ne sais quelles arrière-pensées ?

Eclairissons ces prétendus doutes.

La première cause de ces doutes — je la comprends autant que quiconque — c'est la durée du conflit. Tout n'est pas fini. Depuis un an, les succès sont incontestables. Depuis un an, la rébellion connaît un essouffement qui s'accroît chaque jour. En un an, sui vent un début d'évolution et de transformation a saisi l'Algérie en faisant une terre nouvelle et ses citoyens tous de vrais citoyens. Cette nouvelle Algérie qui préfigure l'avenir part sous nos yeux. Mais tout n'est pas réglé. Considérons une fois de plus une ou deux générations d'encrassement politique et de sous-administration, deux générations d'investissements économiques et sociaux insuffisants. Au cours des trente dernières années, peu de réformes profondes ont été entreprises. Au cours des trente dernières années, Paris a souvent hésité. Je n'en dirai pas plus. N'évoquons pas les responsabilités des générations qui nous ont précédés, d'autant plus qu'elles sont fort partagées. Il faut un long temps pour réparer. Dites-vous bien que ce qui a été accompli est considérable et que la certitude des lendemains nous est acquise. (*Applaudissements.*)

Une deuxième cause de doute est la suivante : à dates régulières on nous dit, on nous dit : il y a des négociations politiques, il y a des conversations qui préparent à une négociation. Certaines personnes se sont d'ailleurs spécialisées dans le lancement de ces nouvelles et, si j'ose dire, d'autres se sont spécialisées dans la réaction à ces nouvelles. (*Sourires.*)

Sans doute la conversation est-elle préférable à la guerre, mais il s'agit de savoir comment et pourquoi converser. Sur ce point, le gouvernement de la République a fixé sa doctrine le jour où le général de Gaulle, alors chef du Gouvernement, a offert la conversation en France avec les dirigeants de l'organisation rebelle réfugiés à l'étranger, conversation honorable et franche mais limitée au cessez-le-feu et cette offre a été faite dans des termes qui sont présents à votre mémoire. Je me suis référé à ses termes dans le programme que je vous ai lu en janvier, je m'y suis référé de nouveau à Alger, à Constantine et à Oran. Il ne peut y avoir rien de plus ; il n'y aura rien de plus et pour des raisons fondamentales. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

La rébellion n'a pas de valeur représentative. (*Vifs applaudissements à gauche, au centre, à droite et sur quelques bancs à l'extrême gauche.*)

La valeur représentative des communautés algériennes est faite par les élections. Elle ne peut être faite que par les élections. Elle ne peut être faite que par le suffrage universel. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Le pas que fait la France est immense, en affirmant la liberté de tous. Il faut en vérité que nous soyons bien sûrs de nos droits, il faut du reste que nous soyons bien sûrs de la fidélité des communautés algériennes ; à l'inverse il faut qu'en vérité la rébellion soit bien peu sûre d'elle-même pour hésiter devant la liberté et l'élection ! (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*) Mais ce serait nous renier nous-mêmes que de ne pas rester fermes sur cette offre qui allie la générosité à la logique politique. Je sais que je n'empêcherai pas les fausses nouvelles, je sais que je n'empêcherai pas les fausses colères de ceux qui veulent croire à toutes les fausses nouvelles ; mais — je vous le répète une fois de plus — notre politique est celle qui a été définie par le général de Gaulle, notre politique est celle dont l'autorité du général de Gaulle est garante. Il n'en est pas d'autre. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

Une troisième cause de doute provient de ce reproche que vous connaissez bien. On nous dit : vous ne parlez pas de l'intégration. Cette querelle, née d'un mot, atteint, je peux le dire, la querelle de religion. Il convient que nous nous expliquions.

Si l'intégration signifie le refus de la désintégration, nous sommes pour l'intégration. (*Applaudissements et sourires à gauche, au centre et sur quelques bancs à droite.*)

L'effort de pacification, d'administration et d'équipement le prouve chaque jour.

Si l'intégration signifie l'égalité de tous les citoyens dans le respect de la souveraineté française, nous sommes pour l'intégration. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*) Les élections, c'est-à-dire la recherche des élites politiques des diverses communautés, l'effort de promotion sociale, l'appel à une vraie égalité sociale le prouvent chaque jour.

Mais, mesdames, messieurs — et c'est là que commence la difficulté — l'intégration a pris d'autres sens : un premier sens qui n'est point habile et un deuxième sens qui n'est point admissible.

Le premier sens, qui n'est point habile, est celui de l'uniformisation et de la centralisation administrative totale.

On ne peut qu'approuver le rapport de M. Lauriol dans tout ce qui touche l'avenir de l'Algérie et la promotion des Algériens comme des Algériennes. On ne peut qu'admirer la force et la logique de son esprit qui n'ont d'égal que son patriotisme, lequel, il a la fierté de le dire, il ne sépare pas de son amour pour la terre algérienne. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*) Cependant, il est pour l'Algérie diverses formes d'administration. Il n'en est pas une dont nous pulsions dire qu'elle est la seule pour l'éternité !

Ce serait là — je le reconnais — une mince critique s'il n'y avait pas au mot « intégration » un sens qui, lui, n'est pas admissible et que certains voudraient lui donner.

Un petit nombre d'hommes — mais très agissants — considérant la disproportion numérique sur la terre algérienne des diverses communautés pensent, ou conservent certaines inégalités issues du passé, ou arrêtent une évolution en noyant certaines réalités algériennes qui les gênent ou qui les préoccupent. Ces esprits, je le dis tout net, commettent une grave erreur. Il faut tenir compte de ces réalités, sinon rien ne tiendra et des mesures acquises aujourd'hui seront demain rapidement remises en cause. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Il faut également ne jamais méconnaître ce qui doit être et ce qui est, depuis des générations, un objectif que notre politique récente a trop souvent méconnu, qui est la vocation musulmane de la France, vocation musulmane qui s'exerce d'abord sur la terre algérienne, mais qui la déborde. C'était là un grand héritage de la III^e République, et nous devons le conserver. (*Applaudissements à gauche, au centre, à droite et sur de nombreux bancs à l'extrême gauche.*)

Si ce mot « intégration » présente un sens qui n'est pas habile et un autre sens qui n'est pas admissible, mieux vaut, plutôt que de se complaire dans l'ambiguïté, prendre en silence les mesures qui sont dans les bons sens de ce mot, je veux dire qui tendent à une vraie et constante égalité des droits, à une promotion qui fait de tous les Algériens de vrais citoyens. C'est peut-être moins bruyant, mais, en fin de compte, croyez-moi, c'est plus sûr. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur plusieurs bancs à droite.*)

On m'a souvent, ici et ailleurs, entendu parler de légitimité. La légitimité française en Algérie, c'est là, en effet, le point capital. La légitimité, c'est le droit d'exercer le pouvoir. Ce droit s'apprécie en fonction de la valeur des intérêts qu'on défend, en fonction de la capacité qu'on a d'exercer le pouvoir, en fonction enfin de l'acceptation des gouvernés.

La France, en Algérie, a le pouvoir légitime. La France a le droit d'exercer le pouvoir en Algérie.

Elle l'a d'abord, dit-on avec raison, en fonction du passé. L'Algérie n'a jamais été un Etat, une nation; c'est la France qui a donné aux Algériens leur sentiment d'appartenir à un Etat et à une nation. (*Applaudissements à gauche, au centre, à droite et sur plusieurs bancs à l'extrême gauche.*)

L'Algérie est une création de la France et quelle création ! C'est en Algérie, comme d'ailleurs dans toute l'Afrique du Nord, que plusieurs générations de Français, malgré certaines erreurs que j'ai rappelées tout à l'heure, ont grandi notre pays. Mais — sachons-le — le passé n'est pas, n'est jamais la seule justification d'une légitimité. Les droits acquis par une œuvre, fût-elle admirable, ne constituent jamais une assurance suffisante. Une légitimité, c'est-à-dire le droit d'exercer le pouvoir, le droit d'appeler démocratiquement tous les citoyens à l'exercer au nom d'une nation, d'une société, d'un régime, se fabrique — si j'ose m'exprimer ainsi — chaque jour, notamment aux époques difficiles où des mouvements profonds remettent en cause les édifices les plus solides et des structures séculaires.

Notre légitimité continue.

Je veux dire, d'abord, que les droits de la France d'exercer l'autorité sont, aujourd'hui, aussi forts et, même, plus forts que par le passé. Il est légitime que nous protégiions la communauté musulmane, fille de notre culture, fidèle à notre culture et qui, elle aussi, est une part de la communauté nationale. Il est légitime que nous protégiions la communauté européenne, fille de notre sol. Il est légitime que nous protégiions notre Sahara, avenir de l'Algérie et avenir de la France, notre possession, notre invention et notre travail. (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite.*) Il est légitime que, par notre autorité également respectée et obéie sur les deux rives de la Méditerranée, nous assurions la sécurité nationale; car il n'y a de sécurité, en fin de compte, ni en France métropolitaine, ni pour la France algérienne, s'il n'y a pas un lien étroit autour de la Méditerranée avec la même armée et la même politique.

Mais cette légitimité française, faite de la valeur suprême des intérêts que nous représentons et que nous défendons, il faut pour bien la soutenir, il faut, pour qu'elle soit solide, l'acceptation des intéressés; il faut qu'elle fasse la preuve constante de sa valeur aux yeux des citoyens algériens. Quand j'ai dit, il y a quelques jours, le 13 mai, à la radio, que la rébellion avait pu avoir des motifs, mais qu'elle n'en avait plus, cette phrase m'a été reprochée. Cependant, une fois encore et pour la dernière fois, rentrons en nous-mêmes et

peuons à l'absence d'efforts profonds depuis trop d'années. Cela ne justifie rien, cela n'exuse rien. Mais sachons, comme nous le faisons depuis quatre ans, prendre le contre-pied, et sachons, comme nous y insistons depuis le retour du général de Gaulle, que noire vraie légitimité dépendra du développement économique, de la promotion sociale et de l'égalité politique. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur plusieurs bancs à droite et à l'extrême gauche.*)

Si la situation évolue en Algérie depuis quelques mois, si, en fin de compte, dans le monde entier, on comprend que la France est en train de gagner la partie, on le doit sans doute, d'abord, à la résolution nationale et à la fermeté de l'armée, élément de base de la pacification, mais en même temps au fait qu'une Algérie neuve se forgo et à pas de géant: 100 milliards de crédits en 1959, 120 milliards en 1960, 130 ou 150 milliards en 1961; à l'arrivée des richesses du Sahara qui permettra à l'Algérie d'accomplir un nouveau bon en avant du point de vue social, une Algérie qui, seul pays du monde musulman, atteint le développement rapide et sûr à la fois de la promotion sociale et de la démocratie politique.

C'est pourquoi, sauf les gouvernements étrangers de mauvaise foi, sauf ceux qui sont animés par des objectifs racistes ou par des intérêts sordides, tous les pays savent en fin de compte que c'est la France, c'est-à-dire la légitimité française, qui seule peut apporter la paix et le progrès en Algérie. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur plusieurs bancs à droite.*)

Voilà ce que l'on commence à dire, voilà ce qu'en vérité on dit chaque jour davantage, malgré les injures et les calomnies que répandent certaines radios étrangères et dont malheureusement, l'été prochain, la tribune de l'Organisation des Nations Unies sera une fois de plus l'écho.

Mais peu importe ces injures et ces calomnies, c'est leur dernière chance.

La légitimité française est aujourd'hui plus forte qu'il y a un an et elle sera plus forte encore dans un an. Complétons la pour donner à notre patrie cet aspect qui fait d'elle, pour une part, une puissance musulmane. Bientôt nul n'osera mettre en doute la valeur de notre légitimité. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Cette déclaration d'ordre général éclaira comme il convient les textes qui seront, à partir de la semaine prochaine, soumis à vos délibérations.

Deux textes, dont l'initiative revient à plusieurs députés des départements algériens, notamment M. Lauriol, ont un aspect financier.

Le premier tend à soumettre le budget de l'Algérie au contrôle parlementaire. Le budget de l'Algérie était voté, au cours des dernières années, jusqu'en 1955, par les assemblées siégeant à Alger. Depuis trois ans, ce budget qui se monte à deux cents milliards, n'est plus voté. Les élections ont repris en Algérie; une représentation algérienne existe, depuis dimanche dernier, dans l'une et l'autre Chambre. Il est nécessaire d'imposer à un budget d'une telle importance une mesure de contrôle démocratique. Mais, en même temps, ce geste est de grande portée; c'est un acte politique puisque, chaque année, par le vote du budget, le Parlement pourra faire connaître directement son orientation en ce qui concerne la vie politique et économique des départements algériens.

Le second texte a pour objet d'améliorer les relations économiques et financières des deux rives de la Méditerranée par une identité du signe monétaire. C'est un témoignage d'union, sans renoncement, cependant, aux possibilités de crédit qui peuvent résulter des particularités de l'émission en Algérie.

L'un et l'autre de ces textes forment un ensemble important. Ce ne sont pas seulement des textes techniques; ils ont une portée politique.

Deux autres textes sont d'initiative gouvernementale. Il s'agit de la réforme de la justice musulmane. L'extension de la réforme de la justice réalisée l'an dernier dans la métropole se fait, d'abord, par décrets; mais deux problèmes législatifs demeurent concernant, le premier, la modification des formes vieilles de la justice musulmane, le second l'effort particulier et spécial tendant à augmenter le nombre des magistrats d'origine non européenne à l'intérieur de la magistrature française. Les textes qui ont été déposés ce matin ont pour ambition d'établir une justice neuve et moderne, de faciliter la nomination et la carrière de magistrats issus d'Algérie et, enfin, d'intégrer, lentement mais sûrement, la justice traditionnelle des rads dans cet ensemble.

Ces textes se situent dans la perspective de l'égalité des droits à la promotion et, en un mot, l'ensemble constitue l'affirmation de l'unité de destin.

Sur d'autres points, il a été demandé au Gouvernement d'établir des textes réexaminant l'organisation du pouvoir législatif à l'égard de l'Algérie ou l'intégration des fonctionnaires servant dans les départements algériens. Ces deux problèmes exigent, avant tout débat, une étude d'autant plus approfondie que, pour une large part, les objectifs envisagés par les auteurs de ces initiatives sont déjà atteints.

En ce qui concerne le pouvoir législatif, la Constitution a réglé un problème capital en modifiant, sans le dire, les dispositions de la loi de 1947. En Algérie comme en métropole, l'article 34 de la Constitution s'applique, c'est-à-dire que le partage entre pouvoirs législatif et réglementaire ne vaut pas seulement pour la métropole, mais également pour l'Algérie. En ce qui concerne les fonctionnaires, deux textes, l'un de novembre 1958 et l'autre de février 1959, dont l'application est en cours, établissent leur intégration, de telle sorte que, d'ici quelques mois, il n'existera dans les départements algériens que deux séries de cadres de fonctionnaires: les cadres d'Etat et les cadres départementaux et communaux. *(Applaudissements à gauche et au centre.)*

Il est possible que d'autres mesures soient utiles mais, avant de les préciser, il faut étudier ce qui a déjà été décidé et ce qui est fait. J'ajoute que j'ai pris connaissance avec le plus grand intérêt de la proposition déposée par l'un de vous sur le service national civil en Algérie et que le Gouvernement est tout prêt à en poursuivre l'examen avec son auteur et la commission compétente et à veiller, s'il est adopté, ce que je souhaite, à son application. *(Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche et au centre.)*

J'en ai terminé; et quand je dis « j'en ai terminé », cela signifie que demain il faudra, à la fois, continuer et recommencer.

Continuer l'œuvre qui s'accomplit chaque jour, œuvre de combat tant qu'il nous sera imposé, mais aussi œuvre de paix, de progrès et de liberté, car elle est le fondement de notre légitimité.

Et en même temps recommencer. Recommencer à expliquer ce qu'est la politique de la France, qui ne fut jamais tant discutée que depuis qu'elle est constante, et c'est là le fond de la querelle!

Ceux qui sont toujours pour tous les abandons, ceux pour qui la France a, en principe, tort de vouloir réaliser une œuvre, savent que, depuis le retour du général de Gaulle, il n'y a pas d'abandon possible. Ils sont furieux et disent que la politique n'est pas claire. *(Applaudissements à gauche, au centre et sur plusieurs bancs à droite et à l'extrême droite.)*

A l'opposé, ceux qui veulent que rien ne change, ceux qui n'ont pas compris que, pour demeurer et pour maintenir la France, il fallait, à la faveur de changements, donner à ceux qui n'y croyaient pas des raisons de croire en la France, ceux-là savent aussi que, depuis le retour du général de Gaulle, il n'est

plus d'immobilisme possible et que de lents mais irréversibles changements sont en voie de réalisation. Ceux-là aussi sont furieux et disent que la politique n'est pas claire. *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Les uns et les autres ne veulent pas voir et ne veulent pas comprendre ce qui, cependant, s'élabore chaque jour.

Par le combat et par le travail de notre armée — Européens et Musulmans au coude à coude — par l'effort de nos administrateurs, par les transformations profondes de la politique des services publics, de la vie économique, de l'équilibre social, au profit égal de toutes les communautés et, d'abord, au profit de la plus importante, la communauté musulmane, en vérité, ce qui s'élabore depuis un an, ce qui s'élaborera sans défaillance au cours des mois qui viennent, avec une clarté que seuls peuvent discuter les esprits de mauvaise foi, c'est l'Algérie et la France de demain, unies pour un meilleur et commun destin. *(A gauche, au centre et sur de nombreux bancs à droite et à l'extrême droite, les députés, debout, applaudissent longuement.)*

M. le président. Acte est donné de la déclaration de M. le Premier ministre.

— 4 —

MOTION D'ORDRE

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission des finances se réunira ce soir à dix-sept heures.

— 5 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le garde des sceaux, ministre de la Justice, un projet de loi organique portant promotion exceptionnelle des Français musulmans dans la magistrature et modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958.

Le projet de loi organique sera imprimé sous le n° 119, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

J'ai reçu de M. le garde des sceaux, ministre de la Justice, un projet de loi relatif à la justice musulmane.

Le projet de loi sera imprimé sous le n° 120, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 6 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE RESOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Dumortier et plusieurs de ses collègues, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les contacts nécessaires dans le cadre des institutions du Marché commun pour uniformiser les législations applicables aux véhicules utilisés pour les transports routiers.

La proposition de résolution sera imprimée sous le n° 125, distribuée et renvoyée à la commission de la production et des échanges.

— 7 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Paul Coste-Floret un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 59-227

du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer (n° 69).

Le rapport sera imprimé sous le n° 121 et distribué.

J'ai reçu de M. Pascal Arrighi, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi portant dispositions financières intéressant l'Algérie (n° 112).

Le rapport sera imprimé sous le n° 122 et distribué.

J'ai reçu de M. Pascal Arrighi, rapporteur général, un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi portant dispositions relatives à la circulation monétaire (n° 113).

Le rapport sera imprimé sous le n° 123 et distribué.

— 8 —

DEPOT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. Charpentier un avis, présenté, au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement agricole (n° 56).

L'avis sera imprimé sous le n° 124 et distribué.

— 9 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Demain vendredi 5 juin 1959, à quinze heures, séance publique:

Questions orales sans débat:

Question n° 388. — M. Frédéric-Dupont rappelle à M. le ministre du travail que les assurés sociaux nés avant le 1^{er} avril 1886 n'ont pas, comme ceux qui sont nés après cette date, droit, pour leur conjoint survivant, à la pension de réversion et au maintien des prestations en nature de l'assurance maladie qui est attachée à l'octroi de cette pension. Il lui demande comment il justifie qu'une situation aussi différente puisse être faite à des vieillards suivant qu'ils sont nés avant ou après le 1^{er} avril 1886.

Question n° 389. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le ministre du travail que les assurés sociaux nés avant le 1^{er} avril 1886 obtiennent obligatoirement leur retraite de vieillesse liquidée en application du décret du 28 octobre 1935 modifié, qui prévoit que les versements se rapportant à une période postérieure fixée par l'entrée en jouissance de la retraite ne peuvent donner lieu à l'attribution d'une rente vieillesse supplémentaire. Il lui signale que cet avantage est, au contraire, accordé aux personnes nées après le 31 mars 1886, et ce, en vertu de l'ordonnance du 19 octobre 1945, régime qui permet de tenir compte des versements effectués après l'âge de soixante ans. Il lui demande comment il peut justifier une discrimination aussi inacceptable entre les vieillards qui sont nés avant ou après le 1^{er} avril 1886.

Question n° 398. — M. Weber demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les mesures que compte prendre son département pour hâter le règlement aux collectivités hospitalières des sommes importantes qui leur sont actuellement dues par les caisses de secours ministères. Il attire son attention sur les difficultés de trésorerie causées aux établissements publics hospitaliers par la carence de ces caisses, difficultés que ne paraissent pas devoir résoudre dans l'immédiat les directives données aux comptables par la direction de la comptabilité publique; ces instructions, en effet, si elles prévoient la possibilité d'avances de l'Etat, les subor-

donnent à la condition préalable que tous les moyens de recouvrement par les voies de droit, y compris éventuellement le recours aux tribunaux civils, aient été épuisés; il semble bien que ces démarches soient vouées, par avance, à un résultat négatif et entraîneront, au surplus, des frais de poursuite à la charge des établissements demandeurs.

Question n° 447. — M. Uirlich appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les difficultés financières devant lesquelles se trouve actuellement placé le régime de sécurité sociale dans les mines, en raison du retard apporté au versement d'une avance du Trésor permettant de couvrir le déficit. Il lui fait observer que ce déficit provient essentiellement de causes sur lesquelles les administrateurs eux-mêmes n'ont pratiquement aucune action et que si le régime minier rencontre des difficultés que ne connaît pas le régime général, c'est uniquement parce que le régime minier n'a jamais pu équilibrer son budget en utilisant les excédents de recettes des caisses d'allocations familiales. Il lui rappelle que les années précédentes les avances du Trésor destinées à couvrir le déficit de la branche maladie ont toujours été accordées au mois d'octobre ou au mois de novembre et lui signale qu'elles sont actuellement indispensables pour permettre aux différentes sociétés de secours minières de se libérer des dettes importantes qu'elles ont contractées à l'égard des hôpitaux et autres organismes de soins. Il lui demande à quelle date il a l'intention de donner les instructions nécessaires afin que le régime minier puisse bénéficier des avances indispensables du Trésor.

Question n° 550. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de la construction qu'à la suite du décret du 27 décembre 1958 prévoyant de nouvelles majorations de loyers, il a reçu les doléances de nombreux vieux travailleurs locataires; ces vieux travailleurs percevant des pensions et allocations très faibles, en égard au coût de la vie, demandent: ou bien qu'on les exonère des nouvelles augmentations de loyers, ou bien, si cela n'était pas possible, qu'on leur accorde des allocations compensatrices de loyer permettant de couvrir ces nouvelles augmentations de loyers. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en vue de satisfaire cette revendication que justifie la situation difficile de l'immense masse des vieux travailleurs.

Question n° 882. — M. Waldeck Rochet signale à M. le ministre de la construction que trop fréquemment des personnes âgées ayant été expulsées de leur logement, en application des articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948, sont à la recherche d'un toit; que d'autre part, des personnes âgées, occupant depuis de nombreuses années un local d'habitation qui ne correspond plus à leurs besoins, seraient délogées à quitter les lieux si elles avaient la certitude d'être relogées dans des conditions d'hygiène normales. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures afin qu'à l'avenir dans les immeubles construits par les organismes d'habitation à loyer modéré (quelle qu'en soit la forme), un certain nombre de logements d'une ou deux pièces principales soit réservé aux personnes âgées, bénéficiaires d'une allocation ou pension de vieillesse qui en feraient la demande.

Question n° 966. — M. Roulland expose à M. le ministre de la construction que les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme relatives aux bâtiments menaçant ruines, insalubres ou abandonnés semblent de nature à permettre certaines spéculations de terrains. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas naturel que les locataires et bénéficiaires de baux commerciaux soient informés des mesures prises concernant les locaux où ils demeurent.

Question n° 967. — M. Cathala demande à M. le ministre de la construction quelles mesures il compte prendre pour faire cesser le scandale de location de chambres de bonnes à des étudiants à des prix prohibitifs.

Question n° 989. — M. Coudray demande à M. le ministre de l'industrie et du commerce quelles mesures ont été prises ou vont être prises par le Gouvernement pour permettre à notre commerce et à notre artisanat d'être dans la meilleure situation possible au moment de la mise en vigueur du traité du Marché commun.

Question n° 990. — M. Denvers demande à M. le ministre de la construction de lui faire connaître les mesures prises jusqu'ici pour la mise en application des dispositions de l'article 19 de la loi-cadre sur le logement du 7 août 1957 concernant la protection de l'épargne s'investissant dans la construction de logements avec l'aide de l'Etat.

Question n° 991. — M. Denvers demande à M. le ministre de la construction s'il entre dans ses intentions de satisfaire prochainement aux dispositions de l'article 14 de la loi-cadre sur le logement du 7 août 1957 concernant la participation des entreprises à l'effort de construction.

Question n° 993. — M. Denvers expose à M. le ministre de la construction que, dans son article 8, paragraphe 9, la loi-cadre sur le logement du 7 août 1957 dispose que le Gouvernement pourra prendre toutes mesures utiles en vue d'instituer une allocation destinée à aider les personnes et familles peu fortunées, ne disposant pas de l'allocation de logement, à faire face aux dépenses qu'elles doivent exposer pour se loger dans des conditions normales. Il lui demande de lui faire connaître s'il entre dans ses intentions de proposer au Gouvernement des dispositions assurant aux personnes âgées une aide au logement, pour leur permettre de faire face au paiement des loyers qui leur sont réclamés.

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures dix minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,

RENÉ MASSON.

Nominations de rapporteurs.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Boulin a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 48) de MM. Biaggi et de La Malène tendant à sanctionner les manifestations d'intelligence avec la rébellion à l'autorité française en temps de paix.

M. Crouan a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 83) de M. Boscardy-Monsservin tendant à modifier les articles 124, 1443, 1445, 1447, 1563 du code civil relatifs à la séparation principale de biens.

M. Hignot a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 84) de M. Missoffe tendant à assurer la répression des ventes illicites dites ventes à la sauvette.

M. Coste-Floret a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique (n° 86) de MM. Viallet, Saïd Mohamed Cheik et Pascal Arrighi tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs.

M. Coste-Floret a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 87) de MM. Viallet, Saïd Mohamed Cheik et Pascal Arrighi relative à la représentation au Sénat des citoyens français résidant dans les Etats de la Communauté.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 54 à 60 du règlement provisoire.)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

1313. — 4 juin 1959. — M. Lagallarde demande à M. le Premier ministre si la Constitution a effectivement abrogé la loi n° 58-95 du 5 février 1958 et en tout état de cause, quel est le régime législatif actuellement en vigueur dans les départements du Sud de la Méditerranée.

1314. — 4 juin 1959. — M. Le Pen attire l'attention de M. le ministre de la construction sur la grave fraude en dommages de guerre commise par une entreprise commerciale de la région du Nord, et ayant entraîné pour le fonctionnaire de son ministère, qui la révéla en décembre 1953 et qui fut accusé de mensonge et de diffamation, une sanction de suspension disciplinaire, puis sa révocation; il lui expose que la révision de ce dossier de dommages de guerre permit de constater une irrégularité de plus de un milliard sans que cette constatation ait donné lieu aux poursuites en correctionnelles prévues par la loi en matière de déclarations inexactes ni à aucune sanction contre le fonctionnaire responsable de l'allocation induite de la somme susvisée; que le sinistré ayant fait l'objet d'un ordre de reversement l'attaqua devant la commission régionale des dommages de guerre de Lille, qui le dispensa en 1958 de toute restitution et que l'affaire est actuellement en instance devant la commission nationale; que le fonctionnaire révoqué a déposé il y a trois ans un recours devant le tribunal administratif qui a renvoyé l'affaire sine die; que des plaintes déposées pour dénonciation calomnieuse contre le sinistré et ses complices, pour faux en écritures publiques, outrages à fonctionnaires, diffamation et divulgation de secrets professionnels, sont jusqu'à présent demeurées sans suite; il lui demande en conséquence de s'il compte appliquer la loi en saisissant le parquet pour poursuite pénale en vertu de l'article 52 de la loi du 28 octobre 1936 sur les dommages de guerre, étant signalé que la prescription de trois ans va prochainement intervenir; 2° s'il est exact que le supérieur hiérarchique du fonctionnaire dont il s'agit soit intervenu en août 1953 pour obtenir qu'il ne soit pas fait appel contre la décision de la commission régionale des dommages de guerre c'est-à-dire pour qu'il soit renoncé à récupérer le milliard en question; 3° s'il a l'intention de prescrire une enquête administrative sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé le conseil de discipline ayant sanctionné le fonctionnaire de son ministère; 4° s'il compte prendre des mesures pour réparer l'injustice commise envers ce fonctionnaire; 5° s'il compte faire en sorte que le recours introduit par ce fonctionnaire il y a trois ans soit régulièrement examiné par le tribunal administratif et pour que les plaintes déposées soient instruites avec diligence et s'il envisage à cet effet de délier du secret professionnel certains fonctionnaires de son ministère.

1315. — 4 juin 1959. — M. Ripert expose à M. le ministre des affaires étrangères que la loi agraire et les textes qui l'ont complétée sur la mise en valeur de la basse vallée de la Medjerda aboutissent à la spoliation de deux cent cinquante agriculteurs français. L'immixtion des pouvoirs publics dans la gestion de propriétés françaises du Gouvernement de Kairouan constitue en fait une spoliation déguisée, sans indemnité. La loi n° 59-48 du 7 mai 1959 prévoit la mise sous séquestre de biens ruraux soldants abandonnés ou insuffisamment exploités. Ces diverses mesures donnent en outre à penser qu'un moyen d'une législation de circonstances, contraire aux règles internationales, la « tunisification » par les responsables tunisiens continuera à s'effectuer en violation des droits légitimes des propriétaires. Il lui demande: 1° s'il a l'intention d'intervenir pour arrêter le renouvellement de ces actes arbitraires et la réalisation de ces menaces, et pour rappeler le Gouvernement tunisien au respect du droit de propriété reconnu par le droit international en général et en particulier par les conventions de juin 1955 qu'il a signées; 2° s'il compte exiger du Gouvernement une juste réparation en contrepartie des spoliations déjà opérées; 3° s'il est disposé en cas de désaccord ou de refus à envisager un recours sur le plan juridique international et, dans cette éventualité, s'il convient pour ceux qui ont subi ce préjudice, d'ouvrir préalablement les moyens de droit interno auprès des tribunaux tunisiens.

QUESTIONS ÉCRITES.

(Application de l'article 60 du règlement provisoire.)

Art. 60. —
Les questions écrites ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.
Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit à titre exceptionnel, de

démarrer, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître si l'entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre intéressé dispose d'un délai supplémentaire d'un mois.

1316. — 4 juin 1959. — M. Robert Ballanger expose à M. le Premier ministre que les règlements d'administration publique déterminant les conditions d'application de l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958, relative à la situation de certains personnels relevant du ministre de la France d'outre-mer, ne sont pas encore parus, alors qu'ils devaient intervenir au plus tard le 29 avril 1959. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin que l'ordonnance précitée soit enfin appliquée.

1317. — 4 juin 1959. — M. Philippe Yvonne demande à M. le ministre des armées s'il ne serait pas possible d'abaisser la limite d'âge exigée des sous-officiers de réserve disposant de leur brevet de chef de peloton pour être nommés sous-lieutenants, et qui est actuellement de vingt-neuf ans.

1318. — 4 juin 1959. — M. Frédéric-Dupont demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si un régime de coordination existe entre la caisse de retraite des banquiers, la caisse des employés de banques et la caisse de retraite des employés d'agents de change, et dans la négative, les mesures qu'il compte prendre pour remédier à une situation qui empêche les employés étant passés d'une caisse à l'autre de toucher parfois la moindre retraite.

1319. — 4 juin 1959. — M. Lacaze expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un entrepreneur de construction a acheté, le 15 janvier 1957, une hydrogène, qui, au cours de l'exercice de l'acquisition, ne lui a servi qu'à la seule entreprise de construction. Conformément aux règles tracées par l'article 267-047 du code annoté, cet entrepreneur a déduit intégralement la T. V. A. qui a frappé cet achat. Mais ultérieurement, au cours de l'exercice suivant, l'entrepreneur a commencé à effectuer des travaux de curage de fossés, qui sont exclus du champ d'application de la T. V. A., et ainsi, suivant les dispositions de l'article 69 de l'annexe III du code général des impôts, la déduction de la T. V. A. doit être remise en cause puisque, par suite de la modification dans l'activité de l'entreprise, les conditions de l'article 69-A ne se trouvent plus remplies. Pour régulariser cette situation, l'inspecteur des contributions directes a réintégré immédiatement la T. V. A. déduite lors de l'achat suivant les règles tracées par l'article 267-049, et a proposé de réimputer ensuite la T. V. A. régulièrement déductible, à chaque fin d'exercice, en tenant compte de la règle du prorata, chiffre d'affaires de l'entreprise de travaux publics, chiffre d'affaires du curage des fossés. Il lui demande si cette réintégration globale est admissible et s'il ne faut pas penser qu'au contraire on ne doit faire qu'une réintégration par année, selon le prorata des travaux, et quelles sont les modalités de déduction à opérer.

1320. — 4 juin 1959. — M. Lacaze expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, suivant acte notarié du mois de septembre 1958 un contribuable a acquis de deux personnes âgées de cinquante huit et cinquante deux ans une propriété agricole pour un prix converti immédiatement en rente en nature; se basant sur l'article 1976 du code civil qui stipule qu'une rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties de fixer et tenant compte du taux d'intérêt des placements hypothécaires qui est couramment de 4 p. 100, les parties ont fixé une rente qui dépasse largement le taux actuel prévu par la caisse des dépôts et consignations. Il lui demande: 1° Si, alors que la valeur vénale de la propriété ne paraît pas contestée, l'administration de l'enregistrement est fondée à percevoir les droits sur l'estimation de la rente faite par elle sur la base du taux de la caisse des dépôts et consignations de 5 p. 100 ce qui donne un capital d'autant plus élevé; 2° Si la contribuable, pour éviter cette estimation arbitraire peut demander l'expertise de l'immeuble. Dans le premier cas il y a lieu de noter que l'estimation de la rente porterait le prix de la propriété au moins au double de sa valeur et que, par suite, les droits perçus pour la vente de cette propriété en rente viagère seraient le double de ceux qui pour la même propriété seraient en prix payé comptant ce qui paraît contraire à la plus stricte équité.

1321. — 4 juin 1959. — M. Anthoz expose à M. le ministre de la justice qu'avant la parution de l'ordonnance n° 58-1371 du 30 décembre 1958, une personne a vendu un fonds de commerce d'hôtellerie pour une somme partiellement payable à échéances échelonnées, sous réserve d'une indexation de la dette sur l'indice des 250 articles. Le premier paragraphe de l'article 79 qui abroge toutes les indexations d'une manière générale et absolue, est tempéré par deux exceptions, l'une relative à l'indexation du S. M. N. L. G.,

l'autre en faveur des contrats dont les indices de référence ont une relation directe avec l'activité de l'une des parties signalaires. Il demande: 1° Si la disposition incluse dans le deuxième alinéa du troisième paragraphe de l'article 79 qui suspend au 31 décembre 1953 l'effet des indexations dans le cas de contrats comportant des obligations réciproques à exécution successive permet d'estimer a contrario, dans le silence du texte et malgré les termes du premier paragraphe de l'article 79, que les clauses indexaires peuvent être considérées valables dans le cas de contrat ne comportant pas des obligations réciproques à exécution successive? 2° En cas de réponse affirmative si les indices utilisés pour les dites clauses doivent, pour être valables, avoir une relation directe avec l'objet du statut ou de la convention ou avec l'activité de l'une des parties; 3° Si l'indice des 250 articles peut être utilisé dans le cas susvisé.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 60 [alinéas 4 et 6 du règlement provisoire].)

217. — 16 février 1959. — M. Louis Deschizeaux appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la gravité des conséquences d'ordre économique et social qu'entraînera, pour Châteauroux et pour le département de l'Indre, le départ, le 30 juin prochain, de la base américaine de Séols-la-Martinierie, laquelle occupe présentement 4.000 ouvriers, et lui demande, pour remédier à cet état de choses alarmant d'envisager: 1° d'accorder des primes d'équipement dont bénéficierait les nouvelles industries s'établissant dans la région de Châteauroux; 2° de faciliter la création d'une zone industrielle de Châteauroux pour l'octroi à la ville d'un prêt de 300 millions; 3° de décider la fourniture à bas prix aux industries locales de l'énergie fournie par le gaz de Lacq dont le tracé des canalisations traverse le département; 4° de créer un fonds de chômage rendu nécessaire par la dispersion géographique des chômeurs sur l'ensemble des communes du département.

548. — 8 avril 1959. — Mme Aimé de la Chevrière appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation de nombreux retraités du Maroc qui, en sus de leur retraite principale, ont droit à une pension complémentaire constituée par des versements mensuels, laquelle n'est définitivement acquise aux intéressés que s'ils ont résidé dix ans au Maroc après leur mise à la retraite. En raison des événements politiques survenus au cours de ces dernières années, la plupart de ces retraités désirent résider en France, ils sont alors tenus de se rendre au Maroc tous les trois mois (en application du décret du 21 janvier 1959 portant modification du décret du 3 mars 1950 instituant une pension complémentaire) pour percevoir les arrérages de leur pension complémentaire. Elle lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles afin que: 1° la pension complémentaire constituée par ces retraités du Maroc soit définitivement acquise et garantie sans condition de résidence au Maroc; 2° les intéressés puissent, dès maintenant, en percevoir les arrérages aussi bien dans les trésoreries de France qu'au Maroc, à leur choix.

558. — 8 avril 1959. — M. Fourmand expose à M. le ministre des travaux publics et des transports le cas d'une commune qui possède un parquet servant aux fêtes foraines à usage de bal et aux mariages. Ce parquet étant transporté bénévolement par les agriculteurs de l'Inde commune avec tracteur et plateau, il lui demande si ces agriculteurs doivent, pour effectuer le transport, posséder une permis de transport et faire une déclaration à l'administration des contributions indirectes.

557. — 8 avril 1959. — M. Billaux expose à M. le ministre des armées que, dans de nombreuses unités, les conseils de discipline (formés par les officiers du corps) décident de maintenir sous les drapeaux, pour une durée supplémentaire de quinze à soixante jours, des appelés ayant encouru des punitions réglementaires. Il lui demande si ce « rabiol » ne pourrait pas être purement et simplement supprimé en tenant compte que ces militaires, comme toute leur classe, n'ont pas été libérés à la date normale et ont déjà subi une prolongation de leur temps de service militaire.

561. — 8 avril 1959. — M. Palméro demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui faire connaître ses intentions pour la reconstruction de la voie ferrée Nice-Côti dont les installations existantes représentent un capital de plus de 70 milliards et lui signale que les propositions actuelles de financement faites par les autorités italiennes doivent permettre maintenant de tenir la promesse de cette reconstruction, faite dès leur réunion à la France, aux populations de Tende, la Brigue et de la vallée de la Roya.

562. — 8 avril 1959. — M. Palmere demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître ses intentions pour la reconstruction de la voie ferrée Nice-Côti, dont les installations existantes représentent un capital de plus de 70 milliards, et lui signale que les propositions actuelles de financement faites par les autorités italiennes doivent permettre de tenir la promesse de cette reconstruction, faite dès leur réunion à la France, aux populations de Tende, la Brigue et de la vallée de la Roya.

572. — 9 avril 1959. — M. Vachetti demande à M. le ministre des affaires étrangères au sujet des Français rapatriés ou expulsés d'Egypte : 1° quel est le fonctionnement des organismes les ayant pris en charge jusqu'à présent; 2° s'il est exact que ces organismes sont appelés à disparaître faute de crédits suffisants et dans l'affirmative, quelles sont les mesures prévues pour assurer une via décente à cette catégorie de Français.

588. — 10 avril 1959. — M. Calliomer demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il est exact qu'a été déboquée, de nuit, dans le port de Conakry, une corvaise de 1.500 fusils, de canons antichars, de canons de défense aérienne et de trois voitures blindées, et, dans l'affirmative, si en raison de la situation géographique de la Guinée entre les Etats membres de la Communauté, le Gouvernement français est informé de la provenance et de la destination de cet armement.

587. — 10 avril 1959. — M. Calliomer demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il a connaissance de la participation projetée de sociétés pétrolières européennes à une exposition des pétroles arabes, qui doit prochainement se tenir au Caire, et dont les bénéfices seraient destinés à l'aide au F. L. N. à raison de 50 p. 100.

590. — 10 avril 1959. — M. Benheine expose à M. le Premier ministre : 1° qu'un certain nombre de propriétaires ruraux, dont la presque totalité des terres est comprise dans la zone dite interdite, entre la frontière algéro-tunisienne et la ligne Morice, sont privés des ressources que leur procurerait une exploitation normale de leurs terres; 2° qu'en outre d'autres exploitants ont été regroupés dans des villages spéciaux et, de ce fait, éloignés de leurs terres qu'ils ne peuvent plus cultiver. Il lui demande comment le Gouvernement envisage de les dédommager.

620. — 14 avril 1959. — M. Duterne demande à M. le ministre des armées quel est le nombre total des sursis au 1^{er} avril 1959 et leur répartition par catégories; 1° sursis de fin d'année scolaire, soutiens de famille, sursis aux frères de militaires sous les drapeaux, sursis pour motifs économiques (mineurs de fond, etc.); 2° élèves des grandes écoles ou est donnée l'instruction militaire obligatoire, étudiants suivant les cours de préparation militaire supérieure; 3° étudiants en médecine, en pharmacie, en chirurgie dentaire; 4° sursis pour cours par correspondance, sursis pour études diverses, universitaires, techniques, etc., sursis pour autres causes.

621. — 14 avril 1959. — M. Duterne expose à M. le ministre des armées que la circulaire 510932 T. P. M./J/B du 9 février 1959 (B. O. P. T. du 23 février) exige des sous-officiers de réserve, autres que les aspirants, d'être proposés pour le grade de sous-lieutenant; deux ans de grade de sous-officier, la possession du brevet de chef de section ou de peloton et vingt-neuf ans d'âge; 2° que cette dernière condition est en contradiction avec le principe maintes fois affirmé de la nécessité de cadres de réserve jeunes; 3° que s'ajoutent à l'effet de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959, article 29, qui maintient les sous-officiers de réserve dans la réserve huit ans de plus que les hommes de troupe, il est à craindre que cette mesure ne décourage les sous-officiers de réserve de suivre les cours de perfectionnement et alla même jusqu'à leur faire refuser le grade de sergent pendant leur service actif et dans la réserve. Il lui demande si ces raisons ne sont pas de nature à justifier le rattachement des travaux d'avancement pour 1959 de la condition d'un minimum d'âge de vingt-neuf ans pour la proposition des sous-officiers de réserve au grade de sous-lieutenant; 2° la possibilité d'une modification à l'ordonnance n° 59-147 de façon à ne pas exiger des sous-officiers de réserve ou au moins des sergents des obligations militaires plus importantes que celles auxquelles sont astreints les hommes de troupe jusqu'au grade de caporal-chef inclus.

624. — 11 avril 1959. — M. Malleville expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant : Dans une société de capitaux, certaines sommes — par exemple des redevances au profit d'un gérant — sont parfois réintégréées dans les bénéfices imposables quand elles sont jugées excessives. Ces mêmes sommes sont, corrélativement, considérées comme des bénéfices distribués et sont passibles de la taxe proportionnelle de distribution. Si, notamment dans le but de bénéficier de la déduction en

casade le bénéficiaire des redevances prend en charge tous les impôts afférents à cette distribution, une alternative peut se poser : le bénéficiaire en question a déjà payé la taxe proportionnelle (B. I. C.) sur les redevances. En pareil cas, on ne peut, sans double emploi, lui faire payer une seconde fois la taxe proportionnelle. Il lui demande si l'administration de l'enregistrement serait fondée à imposer la taxe proportionnelle de distribution et à provoquer la dégrèvement de la taxe proportionnelle payée précédemment ? Des intérêts de retard seraient ainsi exigés sur des sommes qui ont été payées en leur temps. Le bénéficiaire en question a acquitté le versement de 5 p. 100 (B. N. C.) sur le montant des redevances brutes. Dans ce cas, la taxe proportionnelle de distribution et le versement de 5 p. 100 étant deux impôts directs, payés ou à payer par la même personne, peut-on leur une compensation et ne réclamer au bénéficiaire des redevances que la différence entre la taxe proportionnelle de distribution et le versement de 5 p. 100 ? Dans la négative, quelle en est la raison ?

625. — 11 avril 1959. — M. Saltinger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu de l'article 1948 du code général des impôts, le Trésor conserve, en cas de faillite ou de règlement judiciaire, la faculté de poursuivre directement le recouvrement de la créance privilégiée sur tout l'actif sur lequel porta son privilège. Il lui demande si ce texte est applicable pour des travaux exécutés par le contribuable avec l'assistance de l'administrateur judiciaire après le date du jugement de règlement judiciaire pour une créance antérieure à ce jugement, c'est-à-dire si le Trésor peut saisir, pour une créance antérieure à ce jugement, les sommes revenant à la masse à la suite des travaux exécutés après le jugement dans la procédure du règlement judiciaire.

630. — 15 avril 1959. — M. Vinoguerre expose à M. le ministre de l'Information que la radiodiffusion-télévision française offre des émissions de caractère politique, tels la tribune des journalistes parlementaires ou encore certains éditoriaux, conçus de telle manière que, notamment en ce qui concerne le problème algérien, on n'y entend jamais exprimer que des opinions tendancieuses. Singulièrement, l'éditorial du 13 avril à 20 heures sur la chaîne nationale, tant par la présentation insidieuse des faits que par l'utilisation de l'« étiquette » « ultra » dont on s'est bien gardé de définir ce qu'elle recouvre, constitue une véritable provocation en même temps qu'une calomnie à l'encontre de tous les Français soucieux de maintenir l'Algérie au sein de la République et que la presse d'abandon qualifie précédemment, et en bloc, d'« ultras ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à un tel état de choses et confier à la radiodiffusion-télévision française une mission d'information objective seule compatible avec le caractère démocratique de l'Etat français.

635. — 15 avril 1959. — M. de Broglie demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si la possibilité de déduire du bénéfice déclaré les impôts payés de l'année précédente est étudiée dans le cadre des travaux préparatoires à la réforme fiscale, et s'il n'estime pas, qu'en tout état de cause, elle ne mériterait pas de l'être.

638. — 15 avril 1959. — M. de Broglie demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si, étant donné la suppression annoncée de l'office des changes, la réforme permettant à un établissement bancaire de traiter directement des opérations avec l'étranger va être modifiée prochainement ou si, au contraire, les établissements en cours devraient continuer, pour l'instant, à solliciter, si nécessaire, leur inscription sur la liste des intermédiaires agréés auprès de l'office des changes.

640. — 15 avril 1959. — M. Luvie demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si les pensions alimentaires que perçoivent les parents de leurs enfants sont soumises à la taxe proportionnelle de 18 p. 100; 2° si les sgios bancaires sont déductibles des revenus des contribuables.

648. — 16 avril 1959. — M. André Beauquille expose à M. le ministre de l'Éducation nationale qu'à la différence de nombreuses distinctions — telles les ex-médailles de l'éducation physique et des sports, la médaille des instituteurs, les médailles du travail, etc. — les médailles de l'enseignement technique consistent en de simples médailles non assorties de rubans, qu'il semblerait souhaitable d'en rhabiller la proliga en en faisant une véritable décoration. Il lui demande si des mesures sont envisagées à cet égard.

673. — 18 avril 1959. — M. Heisch expose à M. le ministre des travaux publics et des transports la situation des retraités des chemins de fer qui devaient toucher comme minimum une pension égale au salaire de début de l'agent placé sur la plus basse échelle et qui, du fait du décret du 28 mai 1919, n'ont touché provisoirement que 80 p. 100, comme les retraités de la fonction publique,

Ces derniers ayant obtenu que le taux de leur retraite soit porté à 100 p. 100 de ce salaire de début, alors que les retraités des chemins de fer n'ont eu que 90 p. 100 (décision du 1^{er} octobre 1957), il lui demande s'il ne pourrait pas être envisagé, dans un proche avenir, de porter le minimum de pension des retraités de la Société nationale des chemins de fer français à 100 p. 100 du salaire de début de l'agent placé sur la plus basse échelle, comme il a été fait pour les fonctionnaires.

677. — 15 avril 1959. — M. Philippe Vayron demande à M. le ministre des affaires étrangères pour quels motifs, si les renseignements donnés par la presse sont exacts, la collection Matsukata, estimée à plusieurs millions, remise à la France au titre d'indemnité de guerre, serait rendue au Japon; et si cette restitution est assortie de la promesse faite par le Gouvernement japonais de payer ses dettes, tant envers les Français d'Indochine dépouillés qu'envers les épargnants français qui ont prêté à ce pays plusieurs centaines de milliers de francs or et qui se trouvent jusqu'à ce jour pratiquement spoliés.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 60 [alinéas 2 et 6] du règlement provisoire.)

692. — 10 avril 1959. — M. LaFont attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation actuelle des aveugles civils domiciliés en Algérie. En effet, alors que les aveugles civils domiciliés en métropole perçoivent mensuellement: s'ils sont non-travailleurs, une pension de 18.650 francs, et s'ils sont travailleurs, une pension de 20.970 francs (à Paris: 24.000 francs), les mêmes infirmes ne touchent en Algérie que: s'ils sont non-travailleurs, 3.655 francs, et s'ils sont travailleurs, 6.397 francs par mois. La modicité de ces pensions ne permet pas aux intéressés de vivre et la plupart des aveugles sont réduits à la mendicité, à moins qu'ils ne préfèrent quitter l'Algérie pour s'établir en métropole où leur pension est aussitôt majorée pour être réglée au taux métropolitain. Il lui demande comment il entend mettre fin à une inégalité d'autant plus choquante qu'elle lèse les plus déshérités des citoyens.

696. — 5 mai 1959. — M. Cruais demande à M. le ministre des travaux publics et des transports: 1° s'il est possible d'effectuer, sans carte de transport, des transports publics de poteaux béton et de tuyaux... à l'aide de matériels spécialement conçus et exclusivement affectés à ces travaux; 2° lorsque ces véhicules spéciaux ne peuvent pas être automoteurs (triqueballes), les tracteurs spéciaux ou non qui les tirent doivent-ils être munis de cartes de transports; 3° dans l'affirmative, ces véhicules doivent-ils être munis de cartes de « zone longue » s'ils vont travailler hors des limites de leur zone contre de rattachement alors que leurs parcours en charge ne sont que de quelques kilomètres.

697. — 20 avril 1959. — M. Pinoteau demande à M. le ministre des affaires étrangères, au moment où se déroulent les entretiens économiques et financiers franco-tunisiens: 1° si la subvention française au budget de la Tunisie pour l'exercice à venir supportera une augmentation proportionnelle au montant total des dépenses budgétaires de ce pays s'élevant à 48.600.000 dinars pour 1959-1960, soit en augmentation de 1.800.000 dinars sur l'exercice précédent; 2° dans le cas où notre subvention supporterait une hausse proportionnelle, quelles sont les garanties que le Gouvernement tunisien a offertes aux négociateurs français, notamment pour la protection de l'éventuel pipe-line transportant le pétrole saharien et pour la sécurité des intérêts français et celle de nos nationaux résidant en Tunisie.

682. — 20 avril 1959. — M. Pinoteau demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut apaiser l'inquiétude des ressortissants français en Guinée, à la suite de divers échos selon lesquels les avocats, notaires et huissiers étrangers exerçant dans ce pays devraient, dans un délai d'un mois, opter pour la nationalité guinéenne, aux termes d'une ordonnance du Gouvernement guinéen, sous peine de perdre le droit de l'exercice de leur profession avec limitation du droit à liquider leurs études au 30 juin 1959, date à laquelle ils devront cesser toute activité en Guinée. Les récents incidents portant atteinte aux ressortissants français en Tunisie incitent à lui demander si nos ressortissants en Guinée peuvent avoir ou non des craintes de connaître les mêmes risques que les Français de Tunisie.

685. — 20 avril 1959. — M. de Montequou demande à M. le ministre de l'intérieur s'il ne convient pas d'envisager l'institution d'une « garde permanente », auprès du tombeau du soldat inconnu, à l'Éolie, pour éviter que se reproduisent les incidents regrettables et encore récents.

687. — 20 avril 1959. — M. Habib-Dejoncis demande à M. le ministre de l'éducation nationale: 1° quel critère explique la différence de rémunération entre les membres des jurys de concours (350 à 80 francs de l'heure; temps morts et impôts non déduits) et les interrogateurs en lettres supérieures (2.303 francs de l'heure); 2° quels motifs justifient que le retard apporté au règlement des sommes dues atteigne dix et même quatorze mois; 3° pour quelles raisons le tarif de ces rémunérations doit faire l'objet, chaque année, de laborieuses négociations entre hauts fonctionnaires des finances et de l'éducation nationale, au lieu d'être fixé une fois pour toutes et indexé.

699. — 21 avril 1959. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 42 de la loi n° 55-693 du 2 mai 1955 énumère les catégories de personnes ou d'établissements exonérés du paiement de la redevance pour droit d'usage de postes récepteurs de radio; que les services chargés de la perception de cette redevance interprètent parfois de façon restrictive ces dispositions, notamment en ce qui concerne les personnes âgées qui pourtant disposent bien souvent d'un poste de fabrication ancienne; que des difficultés de cet ordre seraient particulièrement aigüées si une disposition exemptait de la redevance les postes récepteurs plus de vingt ans d'âge. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin d'exonérer du paiement de la redevance les postes récepteurs ayant plus de vingt ans d'âge, appartenant: a) aux grands invalides; b) aux personnes âgées de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'invalidité au travail et vivant seules ou avec leur conjoint ou avec une personne ayant elle-même qualité pour être exonérée.

695. — 21 avril 1959. — M. François-Vaillant expose à M. le Premier ministre qu'au moment où les assemblées se préparent à élaborer leurs règlements définitifs et d'un rang plus général, où l'ensemble des organes constitutionnels étant définitivement en place, le jeu normal des nouvelles institutions doit se développer sans erreur, il est d'une évidente importance que soit publié l'ensemble des travaux préparatoires dont la connaissance est nécessaire à l'exacte intelligence de la Constitution. Il lui demande quand il pense pouvoir rendre publics ces travaux, singulièrement ceux du comité consultatif constitutionnel prévu par la loi du 3 juin 1958 ou, le cas échéant, ce qui s'oppose à une publication que paraît imposer le souci de la bonne marche de nos institutions en même temps que la tradition constante du droit public.

702. — 22 avril 1959. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, depuis le mois de décembre 1957, les professionnels de la boulangerie ont vu augmenter leurs frais d'exploitation d'environ 400 francs par quintal de farine panifiée, alors que, en compensation, il leur a été accordé seulement, le 1^{er} février dernier, une somme de 120 francs environ par quintal, cette augmentation ayant d'ailleurs entraîné des difficultés d'application qui ne sont pas encore surmontées, notamment dans les départements où le coût moyen des issues apparaît minime. Il lui demande si, pour permettre à la boulangerie de vivre et de rémunérer équitablement ses salariés, le Gouvernement n'envisage pas, dans un avenir plus ou moins prochain, de lui accorder une revalorisation de la marge de panification.

704. — 22 avril 1959. — M. Domenech demande à M. le Premier ministre de lui faire connaître: 1° le nombre total des fonctionnaires et assimilés employés dans les administrations françaises; 2° le nombre total des fonctionnaires et assimilés jouissant actuellement de leur retraite; 3° le montant total des traitements et retraites de ces fonctionnaires et assimilés.

706. — 22 avril 1959. — M. Domenech demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est possible de connaître: 1° le montant total des traitements et salaires perçus pendant la dernière guerre par les fonctionnaires et assimilés mobilisés, prisonniers ou déportés; 2° le montant annuel total (pour l'année 1958 par exemple) des avantages accordés aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants par la loi de 1921; 3° le montant net pour l'année 1959 des économies réalisées par l'Etat à la suite de la suppression de la retraite à certaines catégories d'anciens combattants.

716. — 23 avril 1959. — M. Rombeaut expose à M. le ministre des armées le cas de huit ouvriers employés au service de l'intendance militaire pour le compte des forces alliées en France, lesquels doivent, en vertu du contrat qui les lie à l'intendance, fournir 240 heures de travail par mois. Cependant, à compter du 16 août 1955, le durée du travail a été portée à 360 heures pour les mois de trente jours et à 384 heures pour les mois de trente et un jours, sans qu'aucun paiement des heures supplémentaires n'ait été effectué par l'employeur. Un jugement du tribunal civil de Saint-Nazaire en date du 29 septembre 1958 a condamné l'intendance militaire à verser une provision de 60.000 à 200.000 F pour chacun des intéressés

et le total des sommes versées à ce titre atteint 965.000 F, en attendant qu'un opurement des comptes permette de fixer la somme exacte due à chacun de ces employés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les intéressés soient dédommés dans les délais les plus rapides du préjudice qui leur a été causé.

716. — 23 avril 1959. — M. Jailion signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la mise en circulation prochaine des nouvelles unités monétaires risque de gêner considérablement les touristes étrangers qui se rendront dans notre pays et lui demande s'il ne peut reporter en septembre ou octobre l'application de cette mesure. En tout état de cause, la date de la mise en circulation du nouveau franc doit être rapidement fixée, dans l'intérêt général.

720. — 23 avril 1959. — M. van der Maarsch expose à M. le ministre des armées la situation défavorisée faite aux personnels militaires méritant des récompenses pour services dans la Résistance, du fait que la loi d'application (n° 58-37) à la loi n° 51-124 du 26 septembre 1951 n'est intervenue que sept ans après ce texte de principe, alors que, pour les personnels civils d'administrations, le décret d'application est de 1953. Il attire, d'autre part, son attention sur l'inégalité de traitement faite à ces personnels militaires par rapport aux militaires condamnés pour faits de collaboration qui, grâce à la loi n° 49-983 du 23 juillet 1949, ont bénéficié de promotions rétroactives bien qu'ils fussent royaux des cadres, promotions non prévues en faveur des premiers. Il lui demande s'il n'envisagerait pas de prendre les mesures propres à assurer aux militaires méritant des récompenses pour services dans la Résistance et admis à la retraite avant promulgation de la loi n° 58-347 du 4 avril 1958, des avantages au moins égaux à ceux qui ont été accordés par la loi du 23 juillet 1949.

721. — 23 avril 1959. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la date du 1^{er} janvier 1956, premier jour de l'application du statut des personnels de la catégorie A des services extérieurs de la direction générale des impôts 65 p. 100 seulement des inspecteurs centraux des contributions directes entrés dans l'administration en 1927 sont classés dans le quatrième échelon du grade d'inspecteur central des impôts, alors que 80 p. 100 des agents de l'enregistrement issus du même concours sont intégrés dans ledit échelon; 40 p. 100 seulement des inspecteurs centraux des contributions directes entrés dans l'administration en 1928 sont classés dans le quatrième échelon du grade d'inspecteur central des impôts, alors que les deux tiers des agents de l'enregistrement issus du même concours sont intégrés dans ledit échelon; 50 p. 100 des inspecteurs centraux des contributions directes entrés dans l'administration en 1929 sont classés dans le premier, deuxième et troisième échelons du grade d'inspecteur central des impôts, alors que 90 p. 100 des agents de l'enregistrement issus du même concours sont intégrés dans les troisième et quatrième échelons; 75 p. 100 des inspecteurs centraux des contributions directes entrés dans l'administration en 1931 sont classés dans les deux premiers échelons du grade d'inspecteur central des impôts, alors que 80 p. 100 des agents de l'enregistrement issus du même concours sont intégrés dans les troisième et quatrième échelons. Il lui demande comment une telle situation a été rendue possible alors que la loi de finances de 1953 avait prévu l'harmonisation des carrières des agents des administrations financières et quelles mesures il compte prendre pour porter remède à l'injustice qui semble avoir frappé les agents des contributions directes.

722. — 24 avril 1959. — M. Barrot demande à M. le ministre de la santé publique et de la population à quelles formalités sont désormais soumis les dépôts de dossiers sollicitant le visa pour des spécialités nouvelles, aucune disposition transitoire n'ayant été prévue dans l'ordonnance du 11 février 1959.

745. — 25 avril 1959. — M. Doustet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la date du 1^{er} janvier 1956, premier jour de l'application du statut des personnels de la catégorie A des services extérieurs de la direction générale des impôts, 75 p. 100 des inspecteurs centraux des contributions directes entrés dans l'administration en 1931 sont classés dans les deux premiers échelons du grade d'inspecteur central des impôts, alors que 80 p. 100 des agents de l'enregistrement issus du même concours sont intégrés dans les troisième et quatrième échelons. Il lui demande comment une telle situation a été rendue possible, alors que la loi de finances de 1953 avait prévu l'harmonisation des carrières des agents des administrations financières, et quelles mesures il compte prendre pour porter remède à l'injustice qui semble avoir frappé les agents des contributions directes.

747. — 25 avril 1959. — M. Palmirocchi demande à M. le ministre de l'intérieur, à la suite des agressions à la Naples et de Villeneuve-Lot, où des chauffeurs de taxi ont trouvé la mort, quelles mesures il compte prendre pour permettre à ces travailleurs d'assurer leur légitime défense.

748. — 25 avril 1959. — M. Philippe Vayron demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui confirmer: 1° que, sous le régime antérieur à l'ordonnance n° 58-1372 du 20 décembre 1958, dans une société holding dont l'objet prévoit notamment la prise de participations, l'achat et la vente ou l'apport en société de valeurs mobilières, les titres possédés depuis plus de cinq ans par une telle société étaient considérés comme des éléments d'actif immobilisés et que les plus-values dégagées à l'occasion de la cession desdits titres pouvaient faire l'objet d'un remploi dans le cadre de l'article 40 du code général des impôts; 2° que, depuis l'ordonnance n° 58-1372 du 20 décembre 1958, les titres possédés depuis deux ans ou moins par une telle société sont également considérés comme des éléments d'actif immobilisés et que les plus-values dégagées à l'occasion de la vente desdits titres mobilières peuvent faire l'objet d'un remploi en vertu de l'article 40 du code général des impôts.

749. — 25 avril 1959. — M. Meck demande à M. le ministre de la justice: A) si, et en vertu de quels textes législatifs ou réglementaires, les fonctionnaires subalternes de la sûreté nationale, non O. P. J., en position de détachement auprès des Etats d'outre-mer, membres de la Communauté (ancienne fédération de l'Afrique équatoriale française); 1° acquièrent automatiquement, sans concours ni examen, le titre d'officier de police judiciaire et se trouvent dans l'obligation d'en faire état dans les procédures judiciaires et administratives (le titre d'O. P. J. étant normalement conféré, par arrêté de M. le ministre de la justice, aux fonctionnaires de police ayant satisfait aux épreuves d'un examen professionnel); 2° peuvent être chargés de fonctions d'autorité ou de commandement (commissaire de police, officier de paix) — comportant automatiquement le titre d'O. P. J. — ou nommés à ces emplois en vertu d'une décision de l'autorité administrative du territoire dans lequel ils sont affectés; B) dans l'affirmative, en ce qui concerne les fonctionnaires visés: a) au paragraphe 1^{er}: dans quelles conditions et sous quelles réserves; b) au paragraphe 2: si ceux qui sont chargés des fonctions de commissaire de police ou nommés à cet emploi possèdent, dans ce cas, les droits et prérogatives qui y sont attachés (et s'ils sont notamment qualifiés pour procéder aux sommations réglementaires d'usage en vue de disperser les attroupements); c) aux paragraphes 1^{er} et 2: la valeur juridique des procès-verbaux établis par les intéressés; C) s'il ne lui semble pas souhaitable, dans l'intérêt même de la bonne marche de l'administration — et pour éviter aussi bien les confusions que peuvent entraîner dans l'esprit des justiciables les indications inexactes en ce qui concerne soit la qualité d'O. P. J., soit le titre de commissaire de police, que les inconvénients qui peuvent en résulter du point de vue judiciaire et administratif — que soient précisées aux autorités supérieures compétentes dont relèvent ces fonctionnaires, comme aux intéressés eux-mêmes, les attributions qui peuvent leur être dévolues, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, par l'autorité investie du pouvoir réglementaire, ainsi que la limite de leur compétence dans le domaine judiciaire et administratif.

750. — 25 avril 1959. — M. Meck demande à M. le Premier ministre A) si, et en vertu de quels textes législatifs ou réglementaires, les fonctionnaires subalternes de la sûreté nationale, non O. P. J., en position de détachement auprès des Etats d'outre-mer (ancienne fédération de l'Afrique équatoriale française), membres de la Communauté: 1° acquièrent automatiquement, sans concours ni examen, le titre d'officier de police judiciaire (normalement conféré par arrêté du ministre de la justice aux fonctionnaires de police ayant satisfait aux épreuves d'un examen professionnel); 2° peuvent être chargés de fonction d'autorité ou de commandement (commissaire de police, officier de paix) ou nommés à ces emplois en vertu d'une décision du haut commissaire de la République auprès de laquelle ils sont affectés; B) dans l'affirmative, en ce qui concerne les fonctionnaires visés: a) au paragraphe 1^{er}: dans quelles conditions et sous quelles réserves; b) au paragraphe 2: si ceux qui sont chargés des fonctions de commissaires de police ou nommés à cet emploi possèdent, dans ce cas, les droits et prérogatives qui y sont attachés (et s'ils sont notamment qualifiés — bien qu'ils n'étant, en droit strict, pas O. P. J. — pour procéder aux sommations réglementaires d'usage en vue de disperser les attroupements); c) aux paragraphes 1^{er} et 2: la valeur juridique des procès-verbaux établis par les intéressés et les raisons qui s'opposent à ce qu'en règle générale, ils bénéficient, comme il est d'usage dans d'autres corps de fonctionnaires, de l'indice fonctionnel correspondant à la fonction qu'ils assurent effectivement et qui est normalement dévolue à des commissaires de police ou à des officiers de paix en titre. (Il existe le cas de brigades de police détachées en mer, chargées des fonctions d'officier de paix, ayant obtenu une majoration indiciaire de 30 points.); C) s'il ne lui semble pas souhaitable, dans l'intérêt même de l'administration — et pour éviter aussi bien les confusions que peuvent entraîner dans l'esprit des justiciables les indications inexactes en ce qui concerne soit la qualité d'O. P. J., soit le titre de commissaire de police, que les inconvénients qui peuvent en résulter du point de vue judiciaire et administratif — que soient précisées aux autorités supérieures compétentes dont relèvent ces fonctionnaires, comme aux intéressés eux-mêmes, les attributions qui peuvent leur être confiées dans le cadre des lois et règlements en vigueur, par l'autorité investie du pouvoir réglementaire, ainsi que la limite de leur compétence, ainsi bien dans le domaine administratif que dans le domaine judiciaire.

769. — 23 avril 1959. — M. Aiduy appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation particulièrement désavantageuse qui sera celle de la France le 30 mai prochain, lors de la conférence des producteurs de fruits et légumes des Six pays, pour l'élaboration du programme qui doit être soumis aux autorités du Marché commun. Il demande en particulier : a) si un plan provisoire d'ensemble de l'économie agricole a été préparé pour la France, afin de pallier la carence d'organisation du marché national malheureusement constatée sans résultats depuis des années; b) quelles sont les mesures de garantie prises pour la protection de la production nationale, placée devant la redoutable concurrence étrangère, ou pléthorique et inorganisée du résultat, mais très cohérente; c) quelles sont les mesures de protection envisagées par le Gouvernement contre les violations des dispositions du traité de Marché commun, dispositions qui interdisent la libre circulation à l'intérieur des pays membres de l'Europe des Six de produits, notamment agricoles, provenant de nations étrangères à cet ensemble économique, mais « nationalisés » à l'intérieur des frontières de l'un de nos partenaires; d) s'il est exact que des licences d'importation de fruits et légumes sont déjà prévues et, dans cette hypothèse, quels seront l'importance de ces importations ainsi que le système adopté pour leur répartition. Les contingents fixés seraient exclusivement réservés au titulaire de la carte d'exportateur ou le bénéfice en serait-il également admis pour tous les professionnels; e) quelles sont actuellement les dispositions arrêtées par nos partenaires du Marché commun en vue de l'harmonisation des conditions de production et d'organisation des marchés; f) en ce qui concerne plus particulièrement la France, serons-nous en mesure, à la réunion de mai, de présenter le texte de base fixant les règles de fonctionnement de nos marchés nationaux, texte dont la publication n'aurait été différée jusqu'à ce jour que pour de simples difficultés d'ordre juridique.

768. — 23 avril 1959. — M. Motte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les cas suivants : une entreprise de filature de lin et de chanvre désire renouveler son matériel de production et se trouve de ce fait obligée d'acheter, en Angleterre, ou en Allemagne, du matériel de « préparation », qui n'est pas construit en France, et de « filature » qui y est fabriqué seulement sur une très petite échelle. Les droits d'entrée (dont 25 p. 100 seulement sont récupérables) s'élèvent à 40 p. 100 pour le matériel de préparation (taux des douanes, n° 83-36 B) et de 43 p. 100 pour le matériel de filature (taux des douanes, n° 83-36 C c), le reste donc à la charge de l'industriel une taxe douanière allant de 15 à 47 p. 100 selon la case. Cette charge peut sembler excessive puisqu'elle ne protège pratiquement aucun constructeur français, mais, au contraire, a le grand désavantage d'alourdir fâcheusement les prix de revient français par rapport à ceux de l'étranger. En effet, à titre d'exemple, les industriels belges ne paient sur le même matériel anglais que 6 p. 100 de droits. Il lui demande si, dans la perspective de l'ouverture d'une libre compétition européenne, il n'y aurait pas lieu d'abaisser dans une juste proportion des charges qui ont comme unique résultat d'avantager les concurrents étrangers.

765. — 23 avril 1959. — M. Hénaux rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951 créant le fonds routier n'a jamais été complètement et loyalement appliquée par les gouvernements successifs de la IV^e République. Les crédits résultant de l'augmentation des taxes sur les carburants, cependant supprimée par les usagers de l'automobile (78 p. 100 en faveur de l'Etat, 22 p. 100 pour le fonds routier), ont été détournés de leur affectation par des moyens astucieux et votés par des parlements « abusés », parce que mal informés des problèmes de la route. Au budget de 1959, la tranche nationale ne comporte plus qu'un montant d'autorisations de programme des plus réduites, tandis que les tranches départementales, vicinales, urbaine et rurale ont disparu. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons de cet acheminement concerté tendant à faire disparaître le fonds routier; 2° comment espère-t-on le remplacer au budget des travaux publics, celui-ci étant déjà doté de crédits très insuffisants pour ses travaux d'entretien (60 p. 100 du montant des crédits d'avant guerre pour une circulation triplée) et les efforts pour relever ces crédits n'ayant jamais été couronnés de succès; 3° plus particulièrement, quelle politique le Gouvernement veut-il suivre à l'égard des routes vicinales et communales; 4° quelles dispositions il compte prendre en vue du fonds d'investissement routier lors de la préparation du budget de 1960.

766. — 23 avril 1959. — M. Cullian demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre comment sont indemnisées les victimes du terrorisme en Tunisie et au Maroc. Il lui signale que les victimes du terrorisme F. L. N. en Algérie sont toujours indemnisées en vertu d'une décision n° 55032 de l'assemblée algérienne complétée par l'arrêté du 14 janvier 1958; or une ordonnance du 9 janvier 1959 (*Journal officiel* du 8 janvier 1959) vient d'accorder aux fonctionnaires de la police et de la sûreté nationale, blessés ou tués au cours d'un attentat, le bénéfice du code de pensions militaires d'invalidité et de retraite; un projet en préparation doit prochainement concéder aux victimes civiles du terrorisme en métropole les avantages de la loi du 20 mai 1946.

Il lui suggère de faire établir par ses services un tableau comparatif des différences de traitement qui existeront alors entre les victimes civiles de la métropole et celles d'Afrique du Nord, à la fois pour l'Algérie et pour les citoyens français de Tunisie et du Maroc. Dans le cas où les victimes d'Afrique du Nord se trouveraient défavorisées, il lui demande s'il prévoit un nouveau texte leur garantissant des droits équivalents.

767. — 23 avril 1959. — M. Reunaud rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que la circulaire du 26 juin 1957 (administration générale, 4^e bureau) a précisé les conditions dans lesquelles il doit être fait application du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 aux personnels logés dans les établissements d'enseignement. Il lui demande s'il existe des textes complémentaires permettant de répondre aux trois questions suivantes : 1° un agent placé en position de congé de longue durée pour maladie peut-il continuer à bénéficier pendant son congé de la concession de logement par nécessité absolue de services et des prestations accessoires fixées par la circulaire du 26 juin susvisée; 2° doit-on considérer qu'un adjoint des services économiques peut exiger de bénéficier d'une concession de logement par nécessité absolue de service, alors que l'intendant ou le sous-intendant est déjà logé dans l'établissement; 3° dans la mesure où une réponse affirmative sera donnée à la question qui précède et qu'un logement ne peut, faute de locaux disponibles, être mis à la disposition dudit adjoint des services économiques, ce fonctionnaire peut-il prétendre à une indemnité, et quelles sont, éventuellement, les dispositions réglementaires qui en fixent le montant.

770. — 23 avril 1959. — M. Palmero demande à M. le ministre des travaux publics et des transports au sujet du régime tarifaire spécial accordé aux pensionnés ou retraités par la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, qui prévoit la délivrance d'un billet annuel à prix réduit, aux conditions du tarif des billets de congé annuel, d'une validité maximum de trois mois; 1° si l'il est possible d'envisager de porter cette validité à plus de trois mois, pour permettre aux pensionnés et retraités de prolonger leur séjour d'hiver dans les régions plus chaudes, ce qui améliorerait leurs conditions de vie et alèrerait la pelle hôtelière des stations touristiques; 2° si une telle amélioration comporte des dépenses nouvelles et, dans ce cas, de quel ordre.

772. — 23 avril 1959. — M. Davaut se référant à la réponse donnée le 21 avril 1959 à sa question écrite n° 331 demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui fournir les explications supplémentaires suivantes : 1° si, conformément aux indications données dans cette réponse « les droits de places et de stationnement constituent des recettes fiscales qui ne sauraient être soumises aux taxes sur le chiffre d'affaires », comment se fait-il que, néanmoins, une partie de ces recettes soit taxable entre les mains des adjudicataires des communes, alors qu'il s'agit de recettes qui sont entièrement d'origine fiscale, qu'elles soient collectées par les maires des communes ou les adjudicataires de ces communes « nécessairement proposés desdites communes » d'après une jurisprudence unanime et constante; 2° pour quelles raisons échappent-elles à la taxation, en cas d'atterrage, le fermage forfaitairement convenu, alors que seraient taxées entre les mains des concessionnaires les sommes laissées à leur disposition pour acquitter la contribution des patentes (profitent en partie eux communes concédantes), les droits d'enregistrement prélevés par l'Etat, ainsi que les frais de perception (salaires, charges sociales et fiscales, imprimés, etc.) et que les mêmes dépenses seraient exemptées de taxes en cas de régime direct; 3° comment il se fait que soient considérées comme ayant une activité commerciale, en vertu de l'article 35 (1^{er}) du code général des impôts, les concessionnaires de droits communaux en matière de taxes au chiffre d'affaires, alors que le disposition invoquée vise spécifiquement et uniquement le mode d'imposition des profits réalisés par les concessionnaires de droits communaux, de façon réalisable d'ailleurs; que cette disposition se trouve limitée à « l'application de la taxe proportionnelle » par le texte lui-même, ce qui interdit son extension et que cette disposition ne donne artificiellement le caractère commercial qu'aux bénéficiaires des concessionnaires de droits communaux et non à l'activité qui les engendre; 4° s'il ne lui semble pas injuste que les communes qui, percevant leurs droits de places en régime direct, fournissent du matériel aux usagers des marchés, soient exemptées de taxes, même sur le prix des prestations commerciales effectuées, alors que les concessionnaires des communes qui s'abstiennent rigoureusement de toute opération commerciale sont poursuivis en paiement de taxes établies sur des opérations uniquement fiscales; 5° pour quelles raisons l'administration des contributions indirectes persiste à affirmer que la perception des droits de places et de stationnement constitue une activité commerciale, alors que la direction générale des impôts a formellement reconnu que « bien que pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle) les bénéfices des adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux soient rangés par l'article 35 (1^{er}) du code général des impôts parmi les bénéfices industriels et commerciaux, l'activité qu'ils exercent en réalité un caractère spécifiquement non commercial » (*Bulletin officiel* des contributions directes 1952, 2^e partie, p. 477).

773. — 28 avril 1959. — **M. Rieunaud** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur l'application du statut des personnes de la catégorie A des services extérieurs de la direction générale des impôts, les I. C. des contributions directes, d'une part, et les agents de l'enregistrement, d'autre part, issus des concours qui ont eu lieu entre 1927 et 1932 à la date du 4^e janvier 1956, premier jour de l'application de leur statut. Il lui demande comment une telle situation a été rendue possible alors que la loi de finances pour 1953 a prévu l'harmonisation des carrières des agents des administrations financières et quelles mesures il compte prendre pour porter remède à l'injustice qui semble avoir frappé les agents des contributions directes.

780. — 28 avril 1959. — **M. René Lecocq** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que les entreprises privées ne sont pas tenues au paiement des cotisations de sécurité sociale, de l'impôt de 5 p. 100 sur les salaires et des cotisations d'allocations familiales, sur les prestations versées à leur personnel pendant les arrêts de travail provoqués par la maladie. Il lui demande s'il n'envisage pas de faire bénéficier les collectivités locales d'exonérations équivalentes dans les cas de congés de maladie des agents et, dans la négative, la raison de cette différence de r.

781. — 29 avril 1959. — **M. Peyret** rappelle à **M. le ministre des armées** que pour des raisons matérielles, certains jeunes gens du même contingent sont libérés à des dates échelonnées sur deux mois, prolongant d'autant leur temps d'incorporation. Pendant ce temps, leurs camarades bénéficient des salaires de la vie civile et soulagent leurs parents du soutien financier que ces derniers leur apportent à l'armée. Il lui demande s'il n'estimerait pas normal de prévoir, en faveur des derniers libérés, un pecule spécial, pour tenir compte de leur situation défavorisée.

783. — 29 avril 1959. — **M. Peyret** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les déclarations fiscales doivent, selon leur catégorie, être effectuées en janvier, février ou mars, occasionnant aux imposables du secteur privé des difficultés souvent insurmontables, submergeant les techniciens de la fiscalité, scindant les dossiers de chacun, que l'administration doit ensuite reconstituer. Etant donné que l'institution des acomptes provisionnels élimine la raison d'assèchement du budget de l'Etat, il lui demande quelles raisons justifient cette façon de procéder et s'il n'y aurait pas intérêt, tant pour les particuliers que pour les comptables et l'administration, à fixer au 31 mars le dépôt de toutes les déclarations fiscales arrêtées au 31 décembre de l'année écoulée, ou du moins à reporter à fin février les délais actuellement fixés à fin janvier.

789. — 29 avril 1959. — **M. Rivain** demande à **M. le ministre des armées** quel est le nombre actuel des sursitaires et leur répartition par région militaire. A un moment où des sacrifices importants sont demandés aux classes creuses, ne serait-il pas équitable de réviser la réglementation sur les sursis qui risque de créer, si elle est trop libéralement interprétée, une grave injustice aux dépens de tous ceux qui ne prétendent pas à la qualité d'étudiants.

792. — 29 avril 1959. — **J. Cochet** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** le cas suivant: un manipulateur radiographique de la 1^{re} classe, ayant rempli sa fonction à l'hôpital d'Oran de 1947 à 1956, dut quitter l'Algérie pour raison de santé de sa petite fille. Il reprit son emploi dès son arrivée en France à l'hôpital de Corbell-Essonnes dans la même catégorie, suivant les dispositions du article 20 (deuxième alinéa) du 20 mai 1955. Or, après quatre mois de fonctions, il fut remis à la 6^e classe sous prétexte que les cadres hospitaliers de l'Algérie et ceux de la métropole étaient soumis à des statuts différents, les agents titulaires ayant obtenu leur nomination dans les hôpitaux publics de la métropole n'étant pas susceptibles de bénéficier des mesures prévues par l'article 20 du décret no 55-683 du 20 mai 1955. Il lui demande: 1^o ces textes sont-ils toujours en vigueur; 2^o les départements d'Algérie ne doivent-ils pas être considérés comme départements français; 3^o pourquoi les agents titulaires ayant servi dans les hôpitaux d'Algérie ne peuvent-ils bénéficier de l'article précité, alors que les ressortissants de l'Union française (sauf ceux du Laos, du Cambodge et du Viet-Nam), ceux du Cameroun et les citoyens marocains et tunisiens peuvent accéder aux emplois du personnel hospitalier dans les mêmes conditions que les Français d'origine; 4^o est-il égal de faire accomplir un stage d'une année à ces agents, alors qu'ils ont accompli un emploi identique dans un hôpital d'Algérie; 5^o est-il prévu des dispositions pour que cette injustice soit corrigée.

798. — 29 avril 1959. — **M. Grasset-Morel** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'aux fermes du code général des impôts, sont exclues du champ d'application de la taxe locale les opérations de vente, de commission, de courage et d'importation portant sur les aliments destinés à l'alimentation du bétail et des animaux de basse-cour. Il lui signale cependant que

l'administration des contributions indirectes limite le bénéfice de cette exemption à la nourriture des équidés, des bovidés, des ovidés, des suidés et des caprins et qu'elle ne semble pas l'admettre pour la nourriture des poissons d'eau douce, ce qui paraît absolument inapplicable. Il lui demande de lui confirmer l'exactitude de cette interprétation et d'indiquer les mesures qu'il compte prendre pour octroyer, dans ce domaine, aux pisciculteurs un régime analogue à celui des autres catégories d'agriculteurs.

812. — 30 avril 1959. — **M. Fraissinel** expose à **M. le premier ministre** que l'ensemble des dispositions prises après le décrochage du franc marocain a pour résultat de réduire du montant du taux du change le pouvoir d'achat local des pensions servies par le Gouvernement français aux retraités français résidant en territoire marocain; qu'il en serait ainsi, en définitive, pour la pension garantie assurée aux ex-fonctionnaires chrétiens, par l'application du décret du 22 février 1958, même si la partie de cette pension qu'ils perçoivent encore actuellement du Gouvernement marocain leur est versée en monnaie marocaine; que, cependant, les rémunérations des fonctionnaires en activité dans les services français du Maroc ont été préservées de cette chute du pouvoir d'achat, de même que les rétributions des fonctionnaires au service du Gouvernement marocain sous contrat; que, d'autre part, les retraités français des ex-cadres chrétiens se trouvent contraints de résider au Maroc par la souscription d'une condition de séjour ou ont déjà exécuté cette condition et ont dû, en conséquence, renoncer à leur droit à rapatriement et transport du mobilier. Il lui demande s'il compte faire en sorte que: 1^o le bénéfice de l'attribution d'une indemnité réduisant le pouvoir d'achat des pensions garanties dans les mêmes conditions que pour les traitements des fonctionnaires en activité, soit accordé aux retraités français des ex-cadres chrétiens; 2^o que, ayant donné des instructions pour que les acomptes sur les pensions garanties soient réduits en fonction du décrochage, de nouvelles instructions soient données permettant le rétablissement des taux antérieurement envisagés, en francs marocains, tant pour le deuxième semestre 1958 que pour le premier semestre 1959.

815. — **M. Dolez** demande à **M. le ministre de la justice** si un officier ministériel, condamné par une cour de justice en 1945, gracié et amnistié par la suite, peut, ayant obtenu son certificat de présentation aux fonctions d'administrateur syndic, postuler devant un tribunal pour être nommé administrateur syndic et ce malgré le 3^e paragraphe de l'article 1^{er} du décret no 56-608 du 18 juin 1956 qui pose comme condition: «ne pas avoir été exclu d'une profession d'auxiliaire de justice».

817. — 30 avril 1959. — **M. Chazelle** demande à **M. le ministre du travail** s'il n'ostime pas qu'il conviendrait d'attribuer aux femmes seules chefs de famille et, en particulier, aux veuves d'assurés sociaux ayant des enfants à charge, une majoration de leurs prestations familiales qui pourrait être égale, par exemple, à la bonification que procurerait la présence d'un enfant supplémentaire au foyer.

818. — 30 avril 1959. — **M. Chazelle** expose à **M. le ministre du travail** que les veuves ayant exercé une activité salariée après le décès de leur mari ne peuvent, en général, obtenir au moment de la retraite qu'une pension de vieillesse minimale, du fait qu'elles ont cotisé pendant un nombre d'années relativement peu élevé. Il lui demande si l'on ne pourrait envisager une disposition permettant aux veuves d'assurés sociaux de cumuler leurs versements avec ceux précédemment effectués par le mari décédé et les faisant ainsi bénéficier d'une pension de vieillesse calculée en tenant compte à la fois des cotisations personnelles du Intéressée et de celles versées par son mari antérieurement à son décès.

823. — 30 avril 1959. — **M. Chazelle** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne serait pas possible que le fils aîné d'une veuve chargée d'enfants soit exempté des obligations du service militaire, cette exemption ne pouvant être accordée que dans des conditions bien définies, et si, tout au moins, étant donné la difficulté de rétablir des exemptions dans les circonstances présentes, le fils aîné d'une veuve soutien de famille ne pourrait être maintenu en zone non opérationnelle.

828. — 30 avril 1959. — **M. Dolez** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** quel est l'état des négociations engagées avec la banque internationale pour la reconstruction et le développement en vue de contracter un emprunt destiné à permettre l'achèvement du canal du Nord.

841. — 30 avril 1959. — **M. Signon** expose à **M. le ministre du travail** que les retraités de la sécurité sociale âgés de soixante-cinq ans, ou moins en cas d'invalidité, ne subissent aucune retenue sur leur modeste retraite, ce qui est tout à fait normal, et contiennent à bénéficier des prestations médicales. Il lui demande s'il n'est pas possible que des mesures analogues soient prises à l'égard des fonctionnaires civils et militaires retraités âgés de plus de soixante-cinq ans.

843. — 30 avril 1959. — **M. Bignon** expose à **M. le ministre des armées** que la décision n° 09512 D. N./S. E. A., prise à la suite de l'avis n° 256-773 du 2 juin 1953 du conseil d'Etat, a prescrit que « les militaires non officiers à solde mensuelle des armées de terre, de mer et de l'air détenteurs d'un brevet élémentaire ou d'un brevet supérieur donnant accès aux échelles indielaires de solde n° 3 et n° 4 conserveront le bénéfice de ces échelles de solde en cas de changement de spécialité ou d'emploi et en cas de changement d'arme ou d'armée ». Cette décision devait prendre effet à compter du jour où les intéressés avaient cessé de bénéficier des échelles de solde n° 3 et n° 4 en raison du fait qu'ils n'exerceraient pas les fonctions afférentes à ces brevets et dans la limite des pourcentages prévus par le décret n° 48-1382 du 1^{er} septembre 1948. Il lui demande les raisons pour lesquelles cette décision n'a pas été appliquée aux sous-officiers détenteurs de brevets donnant accès aux échelles n° 3 et n° 4 ayant changé d'arme, d'armée ou de spécialité, retraités, soit avant, soit après le 1^{er} janvier 1948, puisque c'est la possession des brevets qui donnent le droit formel à l'intégration aux différentes échelles.

845. — 30 avril 1959. — **M. Jean Baylot** demande à **M. le Premier ministre** s'il conçoit la possibilité pour de très hauts fonctionnaires de l'intérieur et de la marine marchande de participer activement aux travaux du comité directeur d'un nouveau parti dont l'action, notamment en ce qui concerne le problème algérien, ne paraît point devoir rejoindre et appuyer l'action nationale du Gouvernement.

846. — 30 avril 1959. — **M. Drouot-L'Hermitte** demande à **M. le ministre des armées** s'il envisage de donner un statut au corps des techniciens d'exécution et à celui des agents de maîtrise spécialisés du service de santé militaire « terre », ainsi que l'annonce en a été faite depuis de longs mois, et, dans l'affirmative, s'il est possible de connaître la date approximative de parution de ces textes.

847. — 30 avril 1959. — **M. Pierre Dumas** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation de certains petits commerçants des stations thermales qui, l'année dernière, avaient choisi le régime du forfait des contributions indirectes pour deux ans, et qui, cette année, vont avoir leur chiffre d'affaires considérablement réduit du fait des mesures restrictives d'attributions des cures thermales de la sécurité sociale. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures permettant à ces commerçants de faire modifier leur forfait en cours d'année, s'ils peuvent prouver que leurs réclamations sont fondées.

848. — 30 avril 1959. — **M. Longueusue** attire l'attention de **M. le ministre de la santé publique et de la population** sur le manque de stabilité de spécialités à base d'iode naissant recommandées dans la thérapie iodée ou dans la désinfection des eaux de boisson

et lui demande: 1° si ces spécialités ont fait l'objet de prélèvements prévus par la loi de 1935 sur les fraudes; 2° dans l'hypothèse positive et si le produit n'était pas conforme, quelles suites ont été données à cette constatation; 3° dans l'hypothèse négative, a-t-il l'intention de faire procéder à de tels prélèvements et, d'une façon générale, de prendre des mesures nécessaires pour renforcer sérieusement la protection de la santé publique en la matière.

852. — 30 avril 1959. — **M. Pierre Ferri** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** si les conditions imposées par l'article 1371 octies du code général des impôts prévoyant le paiement des droits et taxes majoré des intérêts aux taux légal à défaut de réalisation desdites conditions, peuvent, à la suite de l'abrogation de cet article par l'article 58 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, être considérées comme n'étant plus applicables aux acquisitions de logements destinés à l'habitation qui sont intervenues avant l'entrée en vigueur de cette ordonnance.

854. — 30 avril 1959. — **M. Alliot** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation respective au 1^{er} janvier 1956 — premier jour de l'application du statut des personnels de la catégorie A des services extérieurs de la direction générale des impôts — des inspecteurs centraux des contributions directes, d'une part, et des agents de l'enregistrement, d'autre part, issus des mêmes concours ayant eu lieu entre 1927 et 1932. Il lui demande comment une telle situation a été rendue possible alors que la loi de finances de 1953 avait prévu l'harmonisation des carrières des agents des administrations financières et quelles mesures il envisage pour porter remède à l'injustice qui frappe les agents des contributions directes issus des mêmes concours.

Erratum

au compte rendu intégral de la 2^e séance du 3 juin 1959.
(Journal officiel du 4 juin 1959.)

Dans le scrutin (n° 27) sur l'ensemble du projet de règlement définitif de l'Assemblée nationale: c'est par suite d'une erreur matérielle que MM. Douzans et Le Bault de La Morinière sont portés comme n'ayant pas pris part au vote.

En réalité, MM. Douzans et Le Bault de La Morinière avaient voté « pour » et leurs noms doivent être rétablis dans la liste des députés ayant voté « pour ».